

Tchad

2005



Tchad

2005



IRIN / CHAD / 2004

Procédure d'appel Global



Procédure d'appel global (CAP)

Le CAP est beaucoup plus qu'un appel de fonds. Il s'agit d'un cycle de programme global, qui consiste à assurer:

- La planification stratégique menant à un plan d'action humanitaire commun (CHAP);
- La mobilisation des ressources (en vue d'une Procédure d'appel global ou d'un Appel éclair);
- La mise en œuvre coordonnée du programme;
- Le contrôle de l'exécution du projet et son évaluation;
- Sa révision si nécessaire;
- Le compte-rendu des résultats.

Le CHAP est la formulation d'un plan stratégique de réponse humanitaire dans un pays ou une région donnée. Il comprend les éléments suivants :

- Analyse commune du contexte dans lequel l'action humanitaire a lieu;
- Evaluation des besoins;
- Définition des scénarios : meilleur, pire et plus probable;
- Planification de la division du travail;
- Enoncé précis des objectifs et des buts à long terme;
- Planification des besoins prioritaires;
- Cadre relatif au suivi de la stratégie et à sa mise à jour si nécessaire.

Le CHAP constitue le point de départ pour le développement d'un appel global ou d'un appel éclair lorsque des crises surviennent ou des catastrophes naturelles se produisent. Le CHAP peut également servir de référence pour les organisations qui décident de ne pas lancer un appel de fonds par le biais d'une structure commune. Sous la conduite du coordonnateur humanitaire, le CHAP est rédigé au niveau du terrain par l'équipe de pays du Comité permanent inter-agences (IASC). L'équipe de pays IASC rassemble les agences de l'ONU et d'autres invités comme l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Mouvement de la Croix Rouge et les organisations non-gouvernementale (ONG) qui appartiennent à l'ICVA, à Interaction ou au SCHR. Les non-membres de IASC, tels que les ONG nationales, peuvent être inclus. D'autres acteurs importants de l'action humanitaire, tels que les gouvernements hôtes et les donateurs, doivent être consultés.

Le coordonnateur humanitaire est responsable de la préparation annuelle du document d'appel global. L'Appel est lancé généralement en novembre pour accroître les possibilités de plaider et de mobilisation de ressources. Une mise à jour – l'examen semestriel – est présentée aux donateurs chaque année au mois de juin.

Les donateurs fournissent directement les ressources financières aux agences afin de donner suite à leurs projets. Le **service chargé du suivi des contributions financières (FTS)**, placé sous le contrôle du Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), maintient une base de données permettant de vérifier les contributions des donateurs. Ces données sont disponibles sur le site Internet : www.reliefweb.int/fts

En résumé, **le CAP est un instrument permettant à la communauté humanitaire d'assister les populations en détresse et de leur fournir dans les meilleurs délais la protection et l'assistance dont elles ont besoin.**

ORGANISATIONS PARTICIPANT AUX APPELS GLOBAUX POUR L'ANNEE 2005:

AAH	CPA-LIRA	HIA	Non-Violence Int'l	TEWPA
ABS	CPAR	Horn Relief	NPA	UNAIDS
ACF/ACH	CPCD	HWA	NRC	UNDP
ACTED	CRC	IFRC	OCHA	UNESCO
ADRA	CREAF	ILO	OCPH	UNFPA
Africare	CRS	IMC	OHCHR	UN-HABITAT
Alisei	DDG	INTERMON	Open Continent	UNHCR
AMREF	DENAL	INTERSOS	Orphan's Aid	UNICEF
ARC	DRC	IOM	OXFAM-GB	UNIFEM
Atlas Logistique	EMSF	IRC	PAPP	UNMAS
AVSI	ERM	IRIN	PIN	UNODC
CAM	FAO	Islamic Relief	PRC	UNRWA
CARE Int'l	Fondn. Suisse Déménagement	JVSF	RUFOU	UNSECOORD
CARITAS	GAA	KOC	SBF	VESTA
CEASOP	GPI	LIBA	SCF / SC-UK	VETAID
CESVI	HA	LSTG	SCU	WACRO
CIRID	HABEN	MAG	SERLO	WANEP/APDH
COLFADHEMA	Handicap Int'l	Mani Tese	SFP	WFP
COMED	HDIG	MAT	Solidarités	WHO
COOPI	HDO	MDA	TASO	WV Int'l
CORDAID	HFe.V	NE	TEARFUND	

TABLE OF CONTENTS

1. RESUME EXECUTIF.....	1
<i>Tableau I - Besoins totaux de financement par organisation et par secteur.....</i>	<i>2</i>
2. L'ANNEE 2004 EN RETROSPECTIVE	3
2.1 Le contexte et ses conséquences humanitaires.....	3
2.2 Aspects Financiers.....	4
2.3 Leçons à Tirer	4
3. PLAN D'ACTION HUMANITAIRE COMMUN POUR 2005	6
3.1 Le contexte et ses conséquences humanitaires.....	6
3.1.A Le contexte.....	6
3.1.B. Les conséquences humanitaires.....	7
3.2. Scénarios	9
3.3 Priorités stratégiques de la réponse humanitaire	10
3.4. Plans de Réponse.....	11
3.4.A Agriculture et Relance Economique et Infrastructure	11
3.4.B Coordination et Services de Soutien.....	12
3.4.C Environnement	13
3.4.D Education	14
3.4.E Abris et Biens Alimentaires	15
3.4.F Assistance Alimentaire	16
3.4.G Santé	17
3.4.H Lutte Anti-Mines	18
3.4.I Protection / Droits de L'homme / Principes Légaux	20
3.4.J Multi-Secteur (Assistance pour les réfugiés).....	21
3.4.K Sécurité du Personnel et des Opérations	23
3.4.L Eau et Assainissement.....	24
4. PLAN DE SUIVI STRATEGIQUE	25
5. CRITERES DE CLASSEMENT DES PROJETS PAR ORDRE DE PRIORITE	25
<i>Tableau II. - Liste des projets, par organisation.....</i>	<i>28</i>
<i>Tableau III. - Liste des projets, par secteur.....</i>	<i>35</i>
ANNEXE I. REPONSE A L'APPEL 2004.....	41
ANNEXE II. ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	60

LES FICHES DE PROJET SE TROUVENT DANS LE VOLUME "PROJETS"

1. RESUME EXECUTIF

L'évolution de la situation politique au Soudan et l'arrivée massive de réfugiés du Darfour ont eu un impact direct sur la situation démographique, environnemental, politique et sécuritaire du Tchad.

Au cours des derniers 16 mois, le conflit au Darfour s'est traduit par l'arrivée de 200 000 réfugiés dans l'Est du Pays. En septembre 2004, avec l'assistance des Agences des Nations Unies (NU) et des Organisations Non-Gouvernementale (ONG), 185 000 personnes ont été enregistrées et réparties dans 11 camps. Cet afflux de réfugiés soudanais s'ajoute aux 30 000 réfugiés originaires de la République Centre Africaine déjà présents dans les régions de la Grand Sido et de la Nya Pendé au Sud du pays.

En l'absence de données récentes (le dernier recensement a eu lieu en 1993), l'impact de ce flux migratoire sur les populations autochtones reste difficile à évaluer. Aussi, dans l'Appel Global (CAP) 2005, le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) se propose-t-il de mettre en place un projet de recensement de la population indigène dans les zones concernées. Les populations locales vivaient déjà dans un environnement fragile, caractérisé par un manque d'eau, de bois, et de terres arables. L'arrivée soudaine sur leurs terres de 200.000 personnes se traduit par une tension croissante entre les populations autochtones et réfugiées.

Avant même la crise du Darfour, la faiblesse des services de bases, ainsi que l'absence de perspectives pour les jeunes, rendaient les conditions de vie dans l'Est du Tchad très précaires. L'afflux de réfugiés, l'instabilité régionale, et le trafic d'armes transfrontalier, conjugués à la faible pluviométrie enregistrée en 2004 mettent aujourd'hui en danger la stabilité économique et politique de la région et du pays.

Dans un tel contexte, et en cas de prolongation de la crise soudanaise, l'arrivée d'une nouvelle vague de réfugiés (estimée à 100 000 personnes par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)) se traduirait par une dégradation des conditions sécuritaires et humanitaires et mettrait en danger la sécurité alimentaire des populations locales.

Compte tenu de la situation actuelle et des risques identifiés, les objectifs prioritaires de la communauté humanitaire au Tchad en 2005 sont les suivantes :

- Assurer une couverture des besoins essentiels aux populations réfugiées ;
- Assurer une couverture des besoins essentiels aux populations locales affectées par l'afflux des réfugiés ;
- Attirer l'attention de la communauté internationale sur la détérioration de la situation humanitaire au Tchad.

Les secteurs prioritaires identifiés pour l'action humanitaire en 2005 sont :

- L'eau ;
- L'environnement ;
- L'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire ;
- La protection et le respect des droits humanitaires ;
- L'appui aux services de base, santé et éducation.

La stratégie proposée et les projets qui en découlent ont été élaborés au cours d'ateliers sectoriels tenus au Tchad en septembre 2004. Ces ateliers ont réuni les différents acteurs de la communauté humanitaire présents sur le terrain, ainsi que les représentants du gouvernement local. Les résultats de ces ateliers ont été confirmés par les conclusions d'une mission inter-agence et gouvernementale menée en septembre sur les régions de Wadi-Fira, de Ouaddaï et Borkou-Ennedi-Tibesti (BET).

L'Appel Global pour le Tchad en 2005 s'élève à **182 691 840 US\$**, pour la mise en place de 64 projets présentés par 11 Agences des NU et 9 ONG travaillant étroitement avec les autorités locales.

**Appel Global
Tchad 2005**

Besoins totaux de financement par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Organisation	Fonds requis
Africare	4 109 728
COOPI	526 696
FAO	8 028 405
IMC	3 406 045
INTERMON/OXFAM	1 230 882
INTERSOS	816 380
MAG	1 300 000
OCHA	885 337
OHCHR	60 000
OXFAM UK	3 163 086
UNAIDS	480 000
UNDP	5 998 821
UNFPA	1 333 050
UNHCR	59 500 000
UNICEF	18 271 802
UNSECOORD	338 070
WFP	65 459 267
WHO	5 512 265
WVI	2 272 006
Grand Total	182 691 840

**Appel Global
Tchad 2005**

Besoins totaux de financement par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Secteur	Fonds requis
AGRICULTURE	10 529 770
COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	10 652 341
RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES	794 335
EDUCATION	3 477 391
ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRE	545 914
ASSISTANCE ALIMENTAIRE	55 980 213
SANTE	14 501 758
LUTTE ANTI-MINES	6 723 616
MULTI-SECTEUR	59 500 000
PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	6 559 043
SECURITE	746 075
EAU ET ASSAINISSEMENT	12 681 384
Grand Total	182 691 840

2. L'ANNEE 2004 EN RETROSPECTIVE

2.1 Le contexte et ses conséquences humanitaires

L'escalade de la violence à l'Ouest du Soudan, depuis avril 2003, a profondément modifié la situation régionale. Les rapports font état d'actes de nettoyage ethnique systématique à l'encontre des populations civiles du Darfour. Le bureau du Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH) a présenté un rapport au Conseil de Sécurité le 7 mai 2004. Ce document révèle d'inquiétants cas de violation des Droits de l'Homme par le Gouvernement soudanais et les milices Janjaweed, pouvant être assimilés à des crimes de guerre ou/et à des crimes contre l'humanité. Le rapport fait état de déplacements forcés, d'assassinat de civils et de viols. Les violences perpétrées au Darfour ont entraîné un exode massif des populations menacées, et le Tchad a par conséquent reçu un flux croissant de réfugiés sur son territoire, alors que des attaques des Janjaweed étaient enregistrées dans la zone frontalière.

Parallèlement, la situation au Tchad en 2004 s'est caractérisée par une certaine instabilité. Un coup d'état avorté eut lieu le 16 mai, poussant le parlement tchadien à voter le 26 mai un amendement à la constitution, permettant au Président sortant Idriss Deby de briguer un troisième mandat. La stabilité politique est un facteur déterminant et une condition nécessaire pour le développement effectif des revenus du pétrole provenant de la mise en service fin 2003 d'un oléoduc traversant le Cameroun. Ces revenus pétroliers, destinés à l'amélioration des secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures, risquent de se voir absorber par l'afflux croissant de réfugiés soudanais au Tchad.

Les NU estiment que la crise au Darfour s'est déjà traduite par l'exode d'environ 200 000 personnes vers l'Est du Tchad. Ce flux, aujourd'hui moins intense, se poursuit néanmoins. La situation des populations de l'Est du Tchad se trouve affectée par ces mouvements humains, qui, en augmentant la pression démographique sur un environnement déjà fragile, déstabilise leur environnement économique et social.

La situation dans les régions de Wadi-Fira, Ouaddaï et BET reste préoccupante, avec une large partie des réfugiés vivant toujours dans des camps, et une population locale confrontée à des carences sévères des systèmes de santé, d'eau et d'assainissement. La saison des pluies, de mai à octobre, s'est traduite par la fermeture d'axes de communication et l'inaccessibilité d'une large portion du territoire qui a augmenté les risques médicaux et la vulnérabilité des populations locales et réfugiées. L'apparition de l'Hépatite E dans le sud Est en fut un exemple. L'impossibilité de répondre rapidement aux besoins provoqua la mort de 35 personnes pour 1 077 cas enregistrés¹.

Afin de pallier ce problème, les organisations humanitaires ont mis en place des solutions alternatives, qui se sont naturellement traduites en terme financier. La communauté humanitaire dut se tourner vers le transport aérien pour atteindre les populations cibles, augmentant de ce fait le coût des opérations. De janvier à août 2004, le HCR a organisé 39 vols en provenance de l'Europe, de la Tanzanie, et du Pakistan, pour la livraison d'articles non alimentaires. Trois avions sont actuellement utilisés pour le transport du personnel et d'une partie du matériel.² En outre, l'armée française basée au Tchad a mis à disposition ses ressources aéronautiques au service des opérations humanitaires.

Des routes alternatives ont également été trouvées afin de compléter les distributions. Le 9 septembre, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) annonçait l'arrivée des premiers convois d'assistance alimentaire par la Libye. Ces convois partirent du port de Benghazi en Méditerranée le 16 août et traversèrent 2800 km de désert en 25 jours, pour arriver à Bahaï, au Nord Est du Tchad le 9 septembre³. Aux problèmes logistiques s'ajoute un problème de sécurité endémique.

Le Tchad est affecté par une insécurité liée tant à des causes internes qu'externes. Sur le plan interne, un passé marqué par trente ans d'instabilité politico-militaire a engendré les problèmes suivants :

- Une prolifération d'armes légères et d'armes blanches ;
- Un banditisme de survie ;
- Une criminalité grandissante ;

¹ OMS/HAS actions médicales en temps de crise, points forts n. 25

² Deux avions ont été mis à disposition par le HCR, et un par le PAM.

³ Service de presse de l'ONU

- Une menace de déstabilisation du pouvoir ;
- Une activité de rébellion armée ;
- Une pollution des sols par mines et engins non explosés.

Sur le plan extérieur, la crise soudanaise du Darfour demeure la grande menace du moment de par ses effets déstabilisateurs. Plusieurs incidents ont illustré la volatilité de la situation sécuritaire à l'Est du Tchad, zone affectée par une crise humanitaire résultant directement des événements du Darfour.

Les raids des milices Janjaweed sont fréquents, et l'on constate une montée des tensions entre les populations réfugiées et les populations hôtes. A cela s'ajoute un nombre croissant d'incidents entre la communauté humanitaire et les populations autochtones. Au cours du mois de juillet 2004, des révoltes dans les camps surpeuplés de Farchana et Breidjing occasionnèrent de nombreuses attaques à l'encontre de travailleurs humanitaires. Deux d'entre eux furent blessés. Suite à ces incidents, le HCR signa un accord avec le Gouvernement tchadien pour le déploiement de 180 policiers, dont 20 femmes, dans les camps. La France, qui maintient une présence militaire permanente dans le pays, envoya 200 hommes dans l'Est du pays.

Face à ces menaces, dans un environnement physique hostile, où les infrastructures sont inexistantes sur un très vaste territoire, le niveau de risque de sécurité semble assez élevé pour mériter l'attention particulière du Système des NU au Tchad. Le personnel des NU est généralement exposé à la criminalité affectant tout le pays, mais particulièrement à l'insécurité émanant de la crise soudanaise du Darfour.

Malgré ces conditions d'accès et de sécurité difficiles, il apparaît, d'après les chiffres communiqués par le HCR, que les conditions de vie des réfugiés déplacés depuis la frontière vers les camps se sont considérablement améliorées. Elles parviennent à atteindre, dans la plupart des camps, les standards minimums requis. Au 26 septembre les chiffres suivants étaient enregistrés :

- En moyenne 12,06 litres d'eau par jour par personne ;
- En moyenne 88 personnes par latrines ;
- Taux de mortalité moyen : 0,4 pour 10 000.

En septembre, la plupart des réfugiés avaient reçu le matériel nécessaire pour l'installation et les abris. Ces résultats ont pu être atteints grâce à la réévaluation du CAP de 2004.

2.2 Aspects Financiers

Le CAP 2004 des NU pour le Tchad se montait initialement à 30,1 millions US\$. Ces fonds devaient permettre aux Agences des NU et aux ONG⁴ internationales d'intervenir et de compléter l'aide humanitaire dispensée par le Gouvernement tchadien dans les secteurs de l'agriculture, éducation, santé, eau et assainissement, protection et coordination.

Suite à l'évolution de la situation sur le terrain, les agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont réévalué le CAP, en fonction des besoins émergents, à 166 millions US\$. Au 22 octobre, les bailleurs de fonds s'étaient engagés à hauteur de 129 430 603 US\$, soit 78,2% des besoins estimés par les NU.

2.3 Leçons à Tirer

La mise en place des programmes humanitaires rencontre des problèmes non anticipés. Afin de les résoudre il est important de :

- Mettre en place des relations étroites et constructives avec les autorités locales, afin de les aider à développer leurs capacités de réaction et de mieux structurer la coordination de terrain;

⁴ Seule l'ONG italienne COOPI a participé au CAP 2004

- Développer un système d'information commun fondé sur une base de données. Du fait du grand nombre de partenaires sur le terrain et de la complexité des opérations, ce système permettrait à l'ensemble de la communauté humanitaire (Gouvernement, Agences NU, bailleurs de fonds et ONG) d'être informée des actions entreprises afin de pouvoir établir des stratégies communes, éviter les duplications d'efforts, et identifier les besoins ;
- Assurer un climat de sécurité pour les opérations. Malgré l'insécurité latente dans la région, les NU ont réussi à maintenir des conditions de sécurité relativement bonnes pour ses employés ainsi que l'ensemble des différents acteurs impliqués, et ce grâce à de strictes règles de sécurité. Cependant, toute nouvelle évolution de la situation se doit d'être soigneusement évaluée afin de ne pas entraver la mise en place des programmes.

Il est également indispensable de prendre en compte les besoins des populations locales et de respecter un équilibre nécessaire au bon déroulement des opérations humanitaires. L'attention portée à l'amélioration la situation des réfugiés s'est traduite par un afflux de moyens humains, techniques et financiers dans une région dépourvue de projets de développement. La population locale, qui a accueilli les réfugiés et partagé avec eux leurs maigres ressources, a eu le sentiment d'avoir été oubliée par l'aide internationale spécifiquement destinée aux réfugiés. L'augmentation de la population dans cette zone déshéritée s'est traduite par une compétition pour l'accès aux ressources naturelles (bois, eau, terres).

Cette situation génère une montée des tensions inter-communautaires, qui se sont déjà révélées par des actes de violence à l'encontre des réfugiés. Aussi est-il important de prendre en compte ce paramètre dans le CAP 2005 et d'identifier des projets permettant de couvrir équitablement les besoins des différentes populations.

3. PLAN D'ACTION HUMANITAIRE COMMUN POUR 2005

3.1 Le contexte et ses conséquences humanitaires

3.1.A Le contexte

Depuis 2003, le conflit dans la région du Darfour, à l'Ouest du Soudan, a provoqué l'afflux d'environ 200 000 réfugiés dans la partie Est du Tchad et le déplacement interne de plus d'un million de personnes. Les attaques répétées des milices Janjaweed ont obligé les populations civiles à fuir et à abandonner leurs biens. Près de 3 500 réfugiés tchadiens, vivant dans les villages d'Azerni et El Geneina situés sur la frontière, demandent l'aide du HCR afin de rejoindre leur pays d'origine. Bon nombre de ces réfugiés, malgré une bonne intégration dans cette zone depuis le début des années 90, souhaitent quitter le Soudan à cause de la montée de l'insécurité.

La région du Darfour couvre 510 888 km² et représente un cinquième de la surface totale du Soudan. Selon le dernier recensement effectué en 1993, sa population s'élève à 6,77 millions soit 20% de la population soudanaise. Traditionnellement prospère, le Darfour s'est appauvri au cours des dernières années suite à des sécheresses répétées et à la désertification. La diminution des ressources s'est traduite par une montée des tensions inter-tribales aggravées par l'absence de services de base, la faiblesse du système administratif et le non-respect des droits de l'homme. L'ensemble de ces facteurs renforce l'impact de la crise actuelle, considérée comme une très sérieuse crises humanitaires.

Voisin du Soudan, le Tchad a une superficie de 1 284 000 km² pour une population estimée à 8 986 000 habitants⁵. En partie sédentaire et en partie nomade, elle est composée de différentes ethnies dont les aires de peuplement dépassent les frontières du pays. A l'Est on trouve les Zakhawa, les For, les Kaytina, les Toundjour, les Tama, les Arenga Dolok, les Tama et les Massalites (voir carte III). Ces même ethnies sont présentes au Soudan, dans la région du Darfour et explique le bon accueil réservé aux premières vagues de réfugiés par les populations locales. Celles ci, les considérant comme leurs frères, ont partagé avec eux leurs nourritures, leurs logements et les produits de premières nécessités.

Mais le Tchad est aussi un des pays les plus pauvres au monde avec un Indice Humain de développement de 0,379⁶. En 2001, le taux de natalité était de 44‰ pour un taux de mortalité de 19%. L'espérance de vie y est de 44,7 ans⁷, avec une espérance à la naissance d'atteindre 40 ans de 42,9%⁸. Le taux d'alphabétisation est de 45,8%⁹ et seul 20% de la population a accès à l'eau potable¹⁰.

Devant l'afflux de réfugiés arrivant dans les régions démunies du Tchad, la communauté humanitaire est intervenue, se focalisant principalement sur les réfugiés. Le PAM a organisé des distributions de nourriture y compris dans les zones isolées comme Bahaï où une partie des réfugiés avait commencé à manger du mukhet (céréale utilisée normalement pour les animaux). Les conditions de vie de la population locale, déjà précaires et caractérisées par un accès insuffisant aux services de base nécessaires au respect des droits humanitaires, ont été profondément affectées par la crise. Cette situation n'est pas encore suffisamment prise en charge, et se traduit par des tensions intercommunautaires importantes. Du fait de cette situation, le PAM a effectué des distributions de nourritures aux populations hôtes et réfugiées à Tissi à l'extrême Sud de la frontière soudanaise.

⁵ Projection démographique en mi 2004 des données du dernier recensement du 1993 - Direction de la Coordination des Activités en matière de population – Ministère du Plan, Tchad

⁶ Rapport PNUD 2004.

⁷ Ibidem

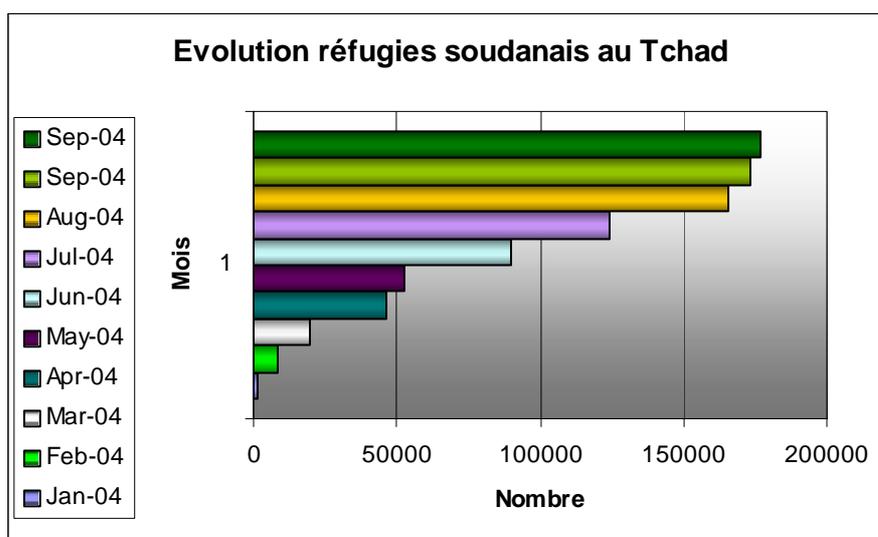
⁸ Ibidem

⁹ Ibidem

¹⁰ Ibidem

Autre facteur aggravant, le rendement de la campagne agricole 2004-2005 s'annonce faible dans les départements d'Adré, Goz Beida et Am-Dam. Dans ceux de Guereda, d'Iriba et de Bahaï, on a enregistré cette année une faible pluviométrie (en moyenne 100-110 mm contre 200 mm en 2003-2004). Les semi-tardifs n'ont commencé qu'à la mi-août. Les zones plantées en mil pénicillaire, aliment de base de la population de la zone, sont également inférieures à celle de l'année précédente (14 305 d'hectares (ha) contre 89 350 ha semés)¹¹. Cette situation laisse prévoir un rendement faible, et un déficit céréalier.

La population de ces régions a donc significativement augmenté au cours des 16 derniers mois suite à l'afflux des réfugiés, mettant en danger un écosystème déjà fragile et créant une compétition pour les ressources naturelles qui pourraient s'aggraver si la crainte d'un nouvel afflux de réfugiés se matérialisait dans les mois à venir.



3.1.B. Les conséquences humanitaires

En septembre 2004, le HCR a enregistré 185 000 réfugiés soudanais dans les camps situés à l'Est du Tchad, auxquels s'ajoutaient 15 000 autres basés sur la frontière. Le HCR estime qu'au moins 7 000 d'entre eux demanderont à être installés dans les camps. Cette situation a mobilisé la communauté internationale afin de stabiliser la situation et éviter un désastre humanitaire.

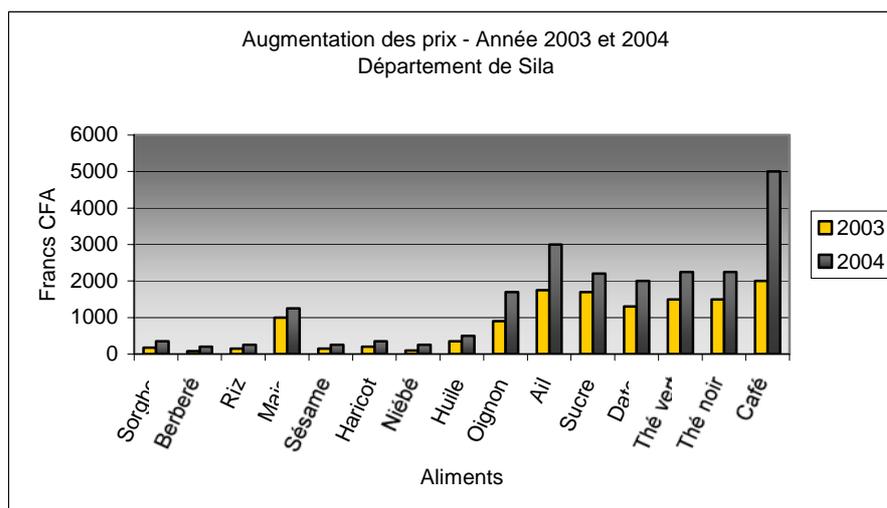
En cas d'un nouvel afflux de réfugiés, le plan de contingence prévu pour 100 000 personnes supplémentaires devra être activé. Dans l'éventualité où cela arriverait avant la fin de 2004, le CAP 2005 devra être révisé sur une base de 300 000 réfugiés.

L'impact de l'arrivée des réfugiés soudanais depuis 16 mois est donc perceptible à tous les niveaux de la vie économique et sociale et pourrait avoir des conséquences majeures sur l'environnement et la stabilité de cette région.

Echange commerciaux

Cette situation a eu pour effet d'accroître la demande de biens de consommation courante et de perturber les échanges transfrontaliers entre le Tchad et le Soudan, générant ainsi une augmentation des prix des produits de première nécessité notamment au Nord, dans les Régions de Ouaddaï et de Wadi-Fira.

¹¹ Source : Rapport mission Inter-Agences ONU - Gouvernement



Sécurité alimentaire et nutrition

Elevage

- Les conflits du Soudan ont créé une situation d'insécurité caractérisée par le vol de bétail dû à l'incursion des Janjaweds. Cette situation a fortement perturbé l'élevage développé dans la zone, essentiellement l'élevage transhumant (à court/long rayon d'action) ;
- Depuis les événements du Darfour, le cordon sanitaire n'est plus assuré, rendant difficile la couverture vaccinale et l'approvisionnement en produits vétérinaires. Ceci se traduit par une augmentation de la mortalité du bétail ;
- Des foyers de charbon sont signalés à Ouaddi Hamra ;
- Il existe un risque de contamination des points d'eau par les eaux de ruissellement lié à la présence de cadavres d'animaux qui n'ont pas été incinérés du fait de la situation ;
- L'afflux important des animaux des réfugiés et ceux des autochtones pose des problèmes de gestion des puits pastoraux, des mares et des parcours ;
- On constate une concurrence accrue entre les troupeaux des populations locales et des populations réfugiées pour l'accès aux ressources naturelles (surpâturage, concentration autour des puits et mares) ;
- La présence des animaux des réfugiés dans les champs des populations locales affecte les récoltes et surcharge les espaces agro-sylvo-pastoraux.

Agriculture

- L'insécurité à la frontière ainsi que les changements démographiques ont profondément désorganisé une agriculture structurellement fragile. Les populations locales ayant accueilli des réfugiés (de juillet 2003 à janvier 2004) ont épuisé leurs stocks à l'arrivée des premières vagues ;
- Des agriculteurs ont vu leurs champs utilisés pour établir des camps de réfugiés (ex : environ 600 champs seraient occupés par les camps de Bredjine et Djabal) ;
- L'insécurité oblige les agriculteurs à abandonner leurs champs à proximité de la frontière et les éleveurs à suspendre l'abreuvement des animaux aux puits situés le long de la frontière.

Nutrition

Une étude inter-Agences sur la nutrition¹² a conclu que les conditions générales de santé et de nutrition évoluaient vers des seuils critiques. Les résultats font état d'un taux de malnutrition aiguë de 29% et d'un taux de malnutrition aiguë sévère de 6,3%. La prévalence de diarrhées (hémorragiques ou non), rougeole, et d'infections respiratoires, est pour la plupart due au manque d'eau potable et de rations alimentaires adéquates.

¹² La mission a été menée dans et hors des camps en juin 2004 avec le Centre Pour le Contrôle de Maladie (CDC) de Atlanta

Environnement

La demande élevée en ressources naturelles, suite à l'afflux des réfugiés et de leur bétail, a d'avantage fragilisé un écosystème déjà affecté par les cycles de sécheresse :

- Déboisement incontrôlé¹³ aux alentours des camps de réfugiés (bois de chauffe, construction d'abris, de bois d'œuvre et surpâturage) ;
- Pollution et surexploitation des puits ;
- Destruction des terres arables.

Protection

- La compétition pour les ressources naturelles crée des tensions entre les populations autochtones et réfugiées. Ce phénomène qui s'aggrave engendre des problèmes de sécurité et on relève un nombre croissant d'agression de réfugiés, principalement des femmes ;
- La frustration des populations locales vis-à-vis des acteurs humanitaires a occasionné des agressions du personnel expatrié et local ;
- Malgré le déploiement de force de sécurité tchadienne, la frontière tchado-soudanaise se caractérise par un important trafic d'arme et une forte activité des milices.

Les réfugiés ont bénéficié grâce au HCR, au PAM, au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à la Fond des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et aux ONG Internationales (ONGI) d'une assistance dans les domaines de l'éducation, de l'aide alimentaire, de la santé, de la nutrition, de l'eau, des outils et des semences, de la vaccination du bétail et des articles de premières nécessités. En revanche, la population locale dont les besoins sont immenses, n'a bénéficié d'aucune assistance pour les écoles, les centres de santé et l'eau.

3.2. Scénarios

Meilleur scénario

La crise au Darfour est résolue, la paix revient entre le Gouvernement de Khartoum et les rebelles des mouvements MJE (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) et le SLA (Armée de Libérations Soudanaise) et les réfugiés soudanais rentrent chez eux. La Communauté humanitaire s'engage à les soutenir au retour et à les réinsérer au Darfour. Il n'y a pas de tensions entre la population locale restée au Soudan et les réfugiés qui rentrent.

Scénario le plus probable

La situation au Darfour reste instable et le nombre des réfugiés augmente. Les réfugiés restent dans les camps au Tchad. La tension entre la population locale et les réfugiés s'accroît et débouche sur des incidents d'ordre sécuritaire. Une action destinée à la population autochtone s'impose de manière urgente.

Pire scénario

Instabilité politique. Début d'un conflit au Tchad avec déplacements des populations et des réfugiés et réduction de l'accès humanitaire.

¹³ Lors d'un déplacement à Farchana, l'inspecteur du cantonnement forestier a constaté 9.800 arbres toutes espèces confondues coupées par les réfugiés et 6 800 *Banailites aegyptiaca* (arbre protégé) ont été coupés. Les sites abandonnés par les réfugiés et les lieux non encore inspectés par les agents des eaux et forêts ne sont pas évalués. Rapport mission Inter-Agences ONU - Gouvernement

3.3 Priorités stratégiques de la réponse humanitaire

Compte tenu des besoins identifiés, du contexte, et du scénario le plus probable, les agences de l'ONU et leurs partenaires doivent prévoir la mise en place de programmes multi-sectoriels à l'intention des réfugiés et des communautés hôtes afin de réduire les tensions inter-communautaires et améliorer leurs conditions de vie.

L'analyse sectorielle, menée conjointement avec les partenaires, a fait ressortir la complémentarité et les synergies entre les différentes actions. On notera en particulier les liens existants entre les activités de protection et celles destinées aux services de base, ainsi qu'entre les domaines d'actions prioritaires et la sécurité.

Le CAP 2005 se propose d'atteindre dans 12 mois les objectifs spécifiques suivants :

- Diminuer les tensions entre la population locale et réfugiée;
- Assurer une couverture des besoins essentielles aux populations réfugiées ;
- Assurer une couverture des besoins essentielle aux populations locales affectées par l'afflux des réfugiés.

Résultats attendus :

- Réfugiés assistés selon les standards internationaux ;
- Sécurité alimentaire assurée (disponibilité, stabilité, accès aux céréales et produits variés, état sanitaire des animaux amélioré) ;
- Disponibilité d'eau augmentée ;
- Centres de santé et écoles assistées ;
- Environnement préservé.

Indicateurs :

- Diminution du nombre d'incidents entre populations locale et réfugiée.
- Pourcentage de réfugiés assistés ;
- Nombre de points d'eau mis en place ;
- Nombre de centres de santé assistés ;
- Nombre d'écoles assistées ;
- Prix des aliments de premières nécessités stables ;
- Taux d'accroissement des stocks céréaliers et des produits variés ;
- Nombre d'animaux vaccinés ;
- Nombre d'animaux morts ;
- Surfaces restaurées et protégées.

SECTEUR	POINT FOCAL	Commentaire
A) Agriculture et Relance Economique et Infrastructure	PAM/FAO	Vu l'analyse du contexte et étant données leurs inter-relations, les secteurs <i>agriculture et renforcement d'économie et infrastructures</i> ont été traités ensemble
B) Coordination	UN OCHA / HCR	
C) Environnement	FAO / HCR	Les projets d'environnement sont inclus dans le secteur <i>Renforcement construction de l'économie et des infrastructures</i> pour des raisons de suivis budgétaires
D) Education	UNICEF/HCR	
E) Bien Alimentaires	UNICEF	<i>Non-Vivre et Assistance Alimentaire</i> sont réunis dans les mêmes groupes de travail
F) Assistance Alimentaire	PAM	<i>Non-Vivre et Assistance Alimentaire</i> sont réunis dans les mêmes groupes de travail
G) Santé/Nutrition	OMS / UNICEF	
H) Lutte Anti-Mines	PNUD	
I) Multi-secteur	HCR	Secteur consacré à l'assistance des réfugiées
J) Protection	HCR / OCHA	
K) Security	UNSECOORD	
L) Eau	UNICEF/HCR	

3.4. Plans de Réponse

3.4.A Agriculture et Relance Economique et Infrastructure¹⁴

Contexte

Le Tchad dispose de 39 millions d'hectares de terres cultivables, et de 5 millions d'hectares irrigables. La zone sahélienne de l'Est du pays souffre d'une agriculture structurellement vulnérable. L'élevage dans la zone offre un bon potentiel dont la valorisation est limitée par l'amenuisement des ressources fourragères, la mauvaise répartition des points d'eau et la recrudescence de certaines pathologies.

L'irrégularité des pluies, combinée à une exploitation non optimale des ressources hydriques de surfaces et souterraines, ne permet pas d'atteindre des rendements satisfaisants. D'autre part les espaces cultivables diminuent du fait de l'érosion hydrique et éolienne des sols, auxquelles s'ajoutent le surpâturage, le déboisement et l'absence de jachère.

Les systèmes de production sont caractérisés par un sous-équipement, une faible couverture d'encadrement et la non maîtrise des techniques de cultures. A cela s'ajoute l'absence de structures de stockages adéquates qui rend les populations encore plus vulnérables. Les infrastructures routières déficientes ne permettent pas le développement d'un marché pour les produits agricoles locaux ni la diversification des sources de revenus. Il est important de souligner que ces infrastructures routières ont été endommagées au cours des premières opérations d'urgence en saison de pluies et qu'il est donc dès maintenant nécessaire d'entreprendre leur remise en état et d'étudier les possibilités de transport alternatif.. Cette situation s'est encore aggravée avec l'arrivée des réfugiés soudanais au cours de l'année 2003.

Cette évolution affectant l'écosystème de la région met en danger la filière agricole et à terme la sécurité alimentaire et la santé des populations.

Objectifs

Afin de prévenir une augmentation des tensions à l'Est du pays et de **garantir la sécurité alimentaire** à l'ensemble des populations présentes, il est nécessaire de :

- Améliorer les techniques agricoles et augmenter la productivité ;
- Augmenter les capacités de production agricole grâce à la fourniture d'intrants agricoles et à l'amélioration des techniques de production;
- Réhabiliter l'élevage ;
- Améliorer et mieux gérer les ressources hydriques ;
- Réhabiliter et préserver l'environnement ;
- Améliorer le réseau routier et les pistes rurales ;
- Promouvoir des activités agricoles génératrices de revenus.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Amélioration de la production (accroissement des productions animales et céréalières) ;
- Etat nutritionnel des populations et études épidémiologiques ;
- Nombre de puits maraîchers/pastoraux et quantité en m3 d'eau disponible ;
- Surface protégées et taux de réhabilitation (reforestation) ;
- Disponibilité des produits sur le marché.

La définition de ces objectifs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. HCR, PAM, FAO, UNICEF, OCHA, PNUD, *World Vision*, CARE, AFRICARE, Intermon OXFAM, CARE International, Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad (EEMET), Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés (CNAR), *Action for Greening Sahel* (AGS), Service de Soutien Catholique (CRS), PMR, Ministère de l'Agriculture (ONDR) ont participé à cet exercice. Ces conclusions ont été confirmées par une mission d'évaluation inter-agence et gouvernementale.

¹⁴ Vue l'analyse du contexte et étant données leurs strictes inter-relations, les secteurs agriculture et renforcement économiques ont été traités ensemble.

3.4.B Coordination et Services de Soutien

Contexte

L'afflux d'environ 200 000 réfugiés à l'Est du Tchad, suite à la crise au Darfour, a conduit la communauté humanitaire à assurer une prompt réponse pour faire face à l'urgence. L'attention portée à améliorer la situation des réfugiées s'est traduite par un afflux de moyen humain, techniques et financiers dans une région dépourvue de projets de coopération. La population locale qui a accueilli les réfugiés et partage avec eux leurs maigres ressources a le sentiment d'avoir été oubliée.

L'augmentation de la population se traduit maintenant par une compétition accrue pour l'accès aux ressources naturelles (bois, eau, terres, etc.). Cette situation génère une montée des tensions inter-communautaires, qui se sont déjà traduites par des actes de violence à l'encontre des réfugiés. Afin de réduire ces tensions, il est important de coordonner la réponse humanitaire pour couvrir équitablement les besoins des différentes populations.

La coordination des activités sera assurée par le Gouvernement et le Coordinateur Humanitaire appuyé par OCHA, en étroite collaboration avec le HCR et les Représentants des Agences Spécialisées dans les différents domaines d'action (FAO, PNUD, PAM, Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Organisation Mondiale pour la Santé (OMS), FNUAP, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)). Des réunions régulières seront organisées afin d'assurer un échange optimal des informations et améliorer l'efficacité de la réponse humanitaire. Ces réunions regrouperont autant que possible tous les représentants des agences développant des programmes d'assistance d'urgence. Un rapport comprenant les informations clés sur la situation générale, la coordination, la sécurité et les activités humanitaires sera envoyé chaque semaine à tous les partenaires.

En ce qui concerne les initiatives dans les camps des réfugiés, la coordination sera assurée par le HCR en collaboration avec les autorités locales et les partenaires opérationnels. Une coordination sectorielle des activités hors camps est indispensable pour (i) assister les autorités nationales à assurer l'harmonisation, la cohérence et l'optimisation des actions d'urgences et de réhabilitation; (ii) coordonner et créer des synergies dans l'exécution des activités de terrain. Une base de donnée à la disposition de tous les intervenants humanitaires (ONU, Bailleurs, ONG et Gouvernement) sera mise en place et continuellement mise à jour.

Objectif

- Assurer une équitable répartition des initiatives entre population réfugiée et locale.

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivant :

Indicateurs

- Nombre de personnes (population locale et réfugiée) soutenues par secteur d'action ;
- Nombre de villages environnant les camps appuyés / secteur d'action ;
- Nombre et variation des accidents enregistrés entre population locale et réfugiée.

3.4.C Environnement

Contexte

Le Tchad qui s'étend sur une superficie de 1 284 000 km² connaît de fortes variations géographiques, climatologiques et démographiques. Au Nord-Est se trouvent les plateaux de l'Ennedi et du Ouaddaï dont les plus hauts sommets atteignent 1300 m. Cette zone sahélienne se caractérise par une pluviométrie de 200 à 500 mm répartis de juin à septembre. La densité est inférieure à un habitant par km². Cette région se caractérise par un écosystème structurellement fragile et vulnérable.

Dans ces conditions, la conjonction de l'arrivée massive de réfugiés soudanais et de la faible pluviométrie enregistrée en 2004, s'est traduite par une augmentation de la consommation en ressources naturelles qui a altéré les conditions de vie des populations locales.

L'arrivée des réfugiés, accompagnés de leur bétail, a engendré une surconsommation de l'eau des puits et des eaux pluviales, un surpâturage, et une surcoupe du bois. Cette situation associée au phénomène d'érosions éolienne et hydrique met en danger le couvert végétal ainsi que la faune et à terme la sécurité alimentaire de la zone.

Objectifs

Afin de permettre une gestion rationnelle des ressources naturelles et animales concomitantes à un accroissement de population, il est important de mettre en œuvre des projets permettant de :

- Restaurer et protéger les espaces boisés ;
- Mettre en valeur les terres arables ;
- Gérer les pâturages.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Nombre d'arbres isolés plantés, nombre d'hectares de surface reboisés et nombre d'hectares de savane arborée et de forêt sèche protégés ;
- Inventaire de la faune et de la flore ;
- Surfaces cultivées et rendements ;
- Zone de transhumance et nombre de têtes de bétail ;
- Surfaces de réserves naturelles protégées.

La définition de ces objectifs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. FAO, HCR, PAM, OCHA, AFRICARE, Intermon, OXFAM, CARE International, CNAR, Secours Catholique et Développement (SECADEV), AGS, PMR, Coopération Technique Allemande (GTZ), Croix Rouge Tchadienne (CRT), Programme de Développement agricole de Biltine et du Ouaddaï (DED PRODABO) ont participé à cet exercice. Ces conclusions ont été confirmées par une mission d'évaluation inter-agence et gouvernementale.

3.4.D Education

Contexte

L'étendue du pays, associée à une faible population se traduit par une densité moyenne faible, atteignant moins d'un habitant au Km² dans la partie Est. Cette faible densité, associée au mode de vie nomade d'une partie de la population des régions de Wadi-Fira, du BET (Ennedi Est) et de Ouaddaï, rend difficile la mise en place d'un système scolaire efficace. Les capacités d'accueil des établissements scolaires sont en dessous des normes internationales (40 élèves par classe).

Dans le département de Dar Sila par exemple, le nombre de salles de classe est de 136 (dont 30 en matériaux durables), pour une population estimée à 340 979 personnes (recensement 1993) répartie sur 889 villages. Ceci donne un ratio de 86,09 élèves par classe. Ces établissements sont en outre sous équipés et dépourvus de systèmes d'assainissement adéquats. Les enseignants, souvent des maîtres communautaires sans formation, sont sous-qualifiés, et ne perçoivent qu'irrégulièrement leur salaire. A cela s'ajoute le fait que les matériels pédagogiques sont inexistantes.

La conjugaison de ces éléments, associée aux facteurs culturels locaux, se traduit par une faible scolarisation surtout chez les filles, et à un taux d'abandon élevé. L'afflux de réfugiés soudanais en 2004 s'est traduit par la désertion d'un nombre significatif d'enseignants attirés par les salaires offerts par les ONG, affectant encore davantage le système scolaire local. D'autre part, les enfants des populations réfugiées, éduqués dans le système scolaire soudanais ne peuvent être scolarisés dans les écoles tchadiennes.

Objectifs

Afin de remédier à cette situation, les objectifs suivants ont été identifiés :

- Augmenter le niveau des diplômés/diplômés ;
- Stimuler la motivation des parents/étudiants ;
- Promouvoir les non-saturations des écoles.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Taux de réussite aux examens ;
- Taux d'emploi et de diplômés ;
- Taux d'enrôlement ;
- Ratio enseignant/élèves ;
- Ratio élèves/classe.

La définition de ces objectifs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. UNICEF, HCR, PAM, OMS, OCHA, Corps Médical International (IMC), INTERSOS, CARE International, EEMET, SECADEV, World Vision, ont participé à cet exercice. Ces conclusions ont été confirmées par une mission d'évaluation inter-agence et gouvernementale.

3.4.E Abris et Biens Alimentaires

Contexte

Environ 200 000 réfugiés soudanais se trouvent dans la partie Est du Tchad dans les régions de Biltine et Ouaddaï. Leur installation dans des camps le long de la frontière a eu des conséquences directes sur la zone. Cette pression démographique ainsi que les services d'urgences qui ont été mis en place ont éprouvé les infrastructures et l'environnement.

La compétition pour les ressources naturelles qui s'est installée, aussi bien pour les humains que pour le bétail, se traduit par une croissance des tensions inter-communautaires entre les réfugiés et les populations locales, alors que ces dernières les avaient accueillis dans un premier temps comme des frères.

Compte tenu de la possibilité d'une seconde vague de réfugiés dans les mois à venir, il est important de pré-positionner dans les régions concernées tout le matériel nécessaire à ce type d'opération (abris et biens alimentaires). Ceci permettra d'éviter un nouvel accès de tensions avec les populations locales qui pourraient réagir moins positivement à cette seconde vague.

Compte tenu de l'impact des premières opérations sur le réseau routier, il est important dès maintenant d'entreprendre la remise en état des infrastructures, et d'étudier les possibilités de transport alternatif.

Objectifs

- Amélioration et renforcement de la coordination ;
- Planification et gestion des opérations.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Satisfaction des réfugiés et des populations locales ;
- Satisfaction des opérateurs humanitaires ;
- Normes sphère.

La définition de ces objectifs et des indicateurs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. HCR, FAO, UNICEF, PAM, OCHA, World Vision, Intermon-Oxfam, CARE, IMC, et CRT ont participé à cet exercice.

3.4.F Assistance Alimentaire

Contexte

Le programme d'assistance alimentaire s'adressera en particulier aux réfugiés et aux couches les plus vulnérables de la population locale, en particulier les femmes, les jeunes et les enfants. Les femmes qui représentent entre 20% et 56% des comités de gestion des camps seront directement impliquées dans les distributions de vivres.

Le PAM, en droite ligne avec ses Engagements Renforcés en faveur des Femmes [2003-2007] (i) donnera une attention particulière aux besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des mères enceintes/allaitant, (ii) veillera à ce que dans le cadre de la mise en oeuvre d'activités de filet de sécurité (vivres contre / pour travail / information), les femmes aient la priorité ; (iii) veillera à ce que les femmes aient, dans la mesure du possible, le contrôle des rations alimentaires destinées aux ménages et (iv) veillera à ce qu'au moins la moitié des représentants et la moitié des membres "dirigeants" de comités de distribution de vivres soient des femmes.

Le PAM prévoit d'améliorer l'accès à la nourriture pour 25 000 personnes (populations hôtes et réfugiés soudanais) dans la partie Est du Tchad, et pour 32 000 réfugiés centre africain dans le Sud. L'augmentation des capacités de production alimentaire et animale des réfugiés et des populations hôtes en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire et leurs conditions générales de vie reste une priorité absolue.

Objectifs

- Assurer les vivres aux réfugiés et aux couches les plus vulnérables de la population locale ;
- Renforcer la coordination, planification et gestion des opérations.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Quantité de vivres distribuées aux réfugiés ;
- Satisfaction des réfugiés et des populations locales vis-a-vis des opérations humanitaires ;
- Normes sphère.

La définition de ces objectifs et des indicateurs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. PAM, FAO, HCR, UNICEF, OCHA, World Vision, Intermon-Oxfam, CARE, IMC, et CRT ont participé à cet exercice.

3.4.G Santé

Contexte

Les régions de Biltine et Ouaddaï situées à l'Est du Tchad se caractérisent par une situation préoccupante dans le domaine de la santé. Le réseau de centres de santé est insuffisant pour subvenir aux besoins de la population. La plupart de ces centres sont fortement sous équipés, dépourvus d'infrastructures d'assainissement adéquates et manquent de personnels qualifiés. L'accès aux soins de la population est rendu encore plus difficile par la faiblesse du réseau routier entre les différentes localités.

L'afflux de réfugiés soudanais en provenance du Darfour au cours de l'année 2004, et l'assistance qui leur a été fournie a révélé les insuffisances et les faiblesses du système sanitaire dans la région. En outre, les pathologies affectant les réfugiés étant différentes de celles des populations hôtes, un risque réel existe quant à l'évolution de la santé des deux communautés.

Il convient de rappeler que les populations locales situées sur la frontière soudanaise ont été les premières à accueillir les réfugiés et à partager leurs ressources avec eux. Ce soutien les a appauvries et, ne pouvant plus payer les soins prodigués dans les centres de santé, elles se sont tournées vers les médecins traditionnels. Une telle évolution est préoccupante car elle débouche sur des pratiques dangereuses, voire mortelles.

On constate que l'accès inégal aux soins entre les populations génère des tensions croissantes entre les communautés hôtes et les populations réfugiées, ces dernières bénéficiant de services de santé d'urgence efficaces mis à disposition par les agences humanitaires.

Objectifs

Afin d'assurer un accès aux soins équitable entre les réfugiés et la population locale, les objectifs suivants ont été identifiés :

- Exécution complète du Paquet Minimum d'Activité/Paquet Complémentaire d'Activité (PMA/PCA) ;
- Amélioration et meilleure gestion des services de santé.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Nombre de centres de santé ayant communiqué les Epidémiologiques (Epi) et les Rapports mensuels d'activité (RMA) ;
- Pourcentage de couverture vaccinale maternelle et infantile ;
- Fréquence d'utilisation des Centres de Santé ;
- Pourcentage d'accouchements assistés.

La définition de ces objectifs et indicateurs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. OMS, HCR, UNICEF, UNFPA, OCHA, Croix Rouge Espagnole (CRE), AFRICARE, IMC, Médecins Sans Frontières – France (MSF-F), CRT et le Délégué pour la Santé de la Région du Ouaddaï ont participé à cet exercice.

3.4.H Lutte Anti-Mines

Les 30 ans de conflits au Tchad ont laissé le territoire couvert de mines, de munitions abandonnées et d'engins non explosés. 249 communautés affectées par les mines ont été identifiées sur une surface de 1 081 km², à l'exception du Tibesti la région la plus affectée du pays. A la fin de l'étude d'impact, en juin 2001, 1 668 victimes avaient été identifiées, dont 339 sur la période 1999 – 2001. La plupart des mines, dont le nombre est estimé par un expert français à un million, sont situées dans les régions de Borkou, de Ennedi et du Tibesti au Nord du pays.

En 1997, le Gouvernement tchadien a demandé l'assistance du PNUD pour coordonner un plan de déminage national qui permettra de diminuer le nombre d'accidents liés à la présence d'engins non explosés, d'améliorer la stabilité, et de permettre le développement économique notamment dans le Nord, beaucoup plus affecté par ce problème. Le déminage devenait une priorité nationale, et le Tchad signa le traité bannissant les mines antipersonnelles.

Cette activité est intégrée à l'effort de développement et de réduction de la pauvreté. Elle n'est pas limitée au déminage, et inclue l'éducation des populations concernées sur les risques et l'assistance aux victimes.

En 2002 un plan d'action stratégique couvrant la période 2002 – 2015 a été défini. Son but est de débarrasser le Tchad de toutes mines et de permettre le retour des populations à une vie normale. La première phase de ce plan couvre la période 2002 – 2005 et vise à :

- Permettre au Gouvernement de mettre en œuvre son plan d'action stratégique ;
- Finaliser l'étude nationale d'impact des mines, en terminant l'évaluation de la région du Tibesti, et la mise en œuvre d'une étude technique ;
- Utiliser la destruction des mines et l'éducation afin de faire diminuer le nombre de blessés ;
- Soutenir les victimes et leur famille par l'intégration socio-économique ;
- Permettre au Gouvernement de respecter ses obligations dans le cadre du traité d'Ottawa, notamment la destruction de ses stocks de mines.

A ce jour, 18 000 mines et 700 tonnes d'engins explosifs ont été détruites, et 4 millions de m² déminés. Le programme de déminage au Tchad a été conçu en trois phases. La première a consisté à l'établissement de la HCDN pour planifier et coordonner les activités liées au déminage. Durant cette phase les capacités nationales de déminage ainsi qu'une base de données ont été développées. La deuxième aborde l'accroissement des capacités de stockage des engins non explosés, et la finalisation de l'étude d'impact des mines. La troisième, actuellement en cours, prévoit le déploiement opérationnel des capacités de déminage créées dans les zones identifiées comme prioritaires par le Gouvernement. Pour ce faire, les équipes ont été déployées sur Faya Largeau, Iriba, Géréda, Tiné, Moito, Massenya, Fada, Kalait, Ounianga kebir, Ouadi Doum, et tout au long de la frontière soudanaise.

La stratégie pour 2005 inclue

Déminage des champs de mines et des champs de bataille

Sur la base des informations de l'étude d'impact des mines, à la demande des autorités locales, et par décision nationale, les équipes de déminage continueront leur action dans le Ouadi Doum et à Fada, et commenceront des études techniques complémentaires et des opérations à Moussoro, Salal et Kouba Olanga sous la supervision des ONG.

Base de données

Poursuite de la mise en place d'un système de gestion de l'information pour le déminage. Cette base de données a été conçue de manière à collecter et traiter l'information pour la gestion des programmes.

Education aux risques

Grâce à la contribution du Canada, et en accord avec l'étude sur l'impact des mines, un programme national d'éducation aux risques liés aux mines sera conçu et mis en œuvre sous la supervision d'un spécialiste prêté par l'UNICEF au Ministère de l'Education. Ce programme s'adressera à tous les

enfants scolarisés à l'échelle nationale. L'éducation des populations locales et des réfugiés soudanais sera faite par les équipes de la HCDN.

Assistance aux victimes

Un programme d'assistance aux victimes et à leur famille, incluant les traitements médicaux et la réintégration socio-économique, sera mis en place en 2005. La stratégie nationale d'assistance aux victimes prodiguera ses services aux victimes récentes aussi bien qu'aux personnes affectées avant sa mise en place. Ce programme sera développé dans les zones d'opération de la HCDN et à N'djamena au travers des ONG.

Etudes techniques

Conception et mise en œuvre des études techniques régionales à Fada, Mousorro, Sala, Kouba, Olanga, ainsi que d'autres zones. Basée sur les données collectées lors de l'étude d'impact des mines, une étude technique régionale sera menée afin d'évaluer les informations suivantes : marquage, coûts, durée, évaluation, planning. Si la situation politique le permet, une étude d'impact sera menée au Tibesti.

Le traité d'Ottawa

Respect de l'ensemble des engagements, et promotion par le Gouvernement tchadien du plaidoyer pour le bannissement des mines antipersonnelles.

Centres régionaux de déminage à Fada, Ouadi Doum, et Bardai

Ces centres fournissent les infrastructures de gestion pour les opérations techniques dans les régions de Borkou, de Ennedi et du Tibesti. En 2003, le champs d'action a été élargi de manière à couvrir Fada et deux nouveaux points dans les régions de Kalait et Ouadi Doum. Le centre de Faya a été converti en centre régional logistique pour les régions de Borkou, de Ennedi et du Tibesti afin de préparer de possibles opérations au Tibesti.

3.4.I Protection / Droits de L'homme / Principes Légaux

Contexte

Les régions de Wadi-Fira du BET (Ennedi Est) et de Ouaddaï ont été fortement affectées du point de vue social par l'afflux de 200 000 réfugiés soudanais en 2004. La pression démographique, outre ses conséquences sur un écosystème fragile, se traduit par une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles entre les populations locales et réfugiées. Les besoins en ressources humaines des ONG internationales ont engendré le drainage des composantes alphabétisées et éduquées de la population locale, provoquant une dégradation des services communautaires (écoles, centre de santé).

Les tensions inter-communautaires résultant de cette situation, associées à l'activité militaire et paramilitaire sur la frontière tchado-soudanaise, ont profondément affecté la sécurité de la zone. Le nombre d'incidents croissants entre les populations locales et les populations réfugiées, affectant le plus souvent les femmes et les jeunes filles, ainsi que l'activité de recrutement des milices armées auprès des jeunes hommes, nécessite une action coordonnée et rapide dans le domaine de la protection et du respect des droits humains fondamentaux.

Objectifs

La protection des populations vulnérables, l'assurance d'une protection judiciaire, et la reconstruction de la confiance entre les différentes populations qui passe par un accès égal aux services de base et aux ressources sont les conditions requises pour atteindre l'objectif suivant sur ce secteur :

- Application des principes de protection

Indicateurs

La réalisation de cet objectif sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Nombre de comités formés ;
- Nombre de cas de violences liées au genre (GBV) dénoncés ;
- Nombre d'animateurs formés ;
- Les indicateurs des secteurs santé, éducation, eau et environnement

La définition de cet objectif et les indicateurs ont eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présente sur le terrain. PNUD, HCR, UNICEF, OCHA, Comité International de la Croix Rouge (CIRC), Intermom-Oxfam, CARE et CRT ont participé à cet exercice.

3.4.J Multi-Secteur (Assistance pour les réfugiés)

Contexte

Depuis avril 2003, 200 000 réfugiés soudanais en provenance du Darfour sont arrivés dans l'Est du Tchad. En Septembre 2004 185 000 personnes ont été enregistrées, réparties sur 11 camps, et assistées par les Agences des NU et les ONG. Le HCR estime que parmi les 15 000 réfugiés repartis sur la frontière, 7 000 demanderont à être installés dans les camps. On enregistre un nombre croissant d'incidents dans et autour des camps. La plupart de ces incidents, qui opposent les populations locales aux réfugiés, sont générés par des problèmes d'accès aux ressources naturelles. En effet, l'Est du Tchad se caractérise par un environnement fragile et pauvre en ressources naturelles de bases (eau, bois, terres arables). Si la situation se dégrade au Soudan, il est à craindre de voir une nouvelle vague de réfugiés, estimée à 100 000 personnes, arriver dans cette région déjà fortement déstabilisée.

Objectifs

Aux vues de cette situation et des risques d'aggravation, le HCR a identifié les objectifs prioritaires suivants :

- **Fournir une protection adéquate à l'intérieur et à l'extérieur des camps, tout en maintenant leur caractère civil**

La priorité sera la mise en oeuvre de l'accord signé avec le Gouvernement tchadien garantissant la présence de gendarmes non-armés à l'entrée des camps. Il faudra en outre augmenter le nombre d'agents de protection ainsi que la présence sur le terrain, afin de suivre l'évolution de la sécurité dans les camps et à la frontière. Si ces dispositifs ne sont pas mis en place dans les plus brefs délais, la détérioration de la sécurité dans et autour des camps sera inévitable.

- **Renforcer l'assistance de base dans les camps de réfugiés via le renforcement des accès aux abris, à l'eau potable, à la nourriture, à l'assainissement, à la santé, aux services communautaires, et à l'éducation**

La stratégie sera de rationaliser l'assistance en se basant sur les forces et faiblesses des différents partenaires, ainsi que leur couverture géographique. Les standards atteints fin 2004 devront être maintenus et améliorés pour l'éducation, les services communautaires, et l'environnement. Le suivi sera effectué par les Field offices et les partenaires au travers des indicateurs de standard de niveau de vie. La non-mise en place de ces mécanismes se traduirait par une baisse du niveau de vie dans les camps et à une augmentation de la malnutrition.

- **Attirer une assistance complémentaire en provenance des Agences de développement de manière à améliorer les conditions de vie des populations locales à proximité des camps**

Le HCR mettra en place de petits projets destinés aux populations locales dans les limites de son mandat. L'absence de ce type de programme se traduirait par une détérioration constante des relations entre les populations locales et les réfugiés.

Mettre en place une stratégie afin de minimiser l'impact des réfugiés sur les ressources naturelles. Seront privilégiés les activités permettant d'économiser l'énergie et l'eau. Dans l'hypothèse où les réfugiés restent au Tchad pour une longue période, ces programmes sont indispensables.

- **Suivre de l'évolution de la situation au Soudan**

Mise en place d'un suivi des nouveaux arrivants et des réfugiés souhaitant rester sur la frontière.

- **Mettre en place un enregistrement des réfugiés**

L'objectif est de pouvoir suivre l'évolution des besoins et de définir le profil des bénéficiaires.

- **Développer les capacités des partenaires impliqués**

Le but est de renforcer les structures et les ONG locales, et d'assurer la qualité des programmes.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Nombre d'incidents ;
- Suivi des standards de niveau de vie ;
- Nombre de projets mis en place à l'intention des populations locales ;
- Nombre de nouveaux réfugiés identifiés et enregistrés dans et hors des camps ;
- Evaluation de la capacité des partenaires locaux.

3.4.K Sécurité du Personnel et des Opérations

Contexte

Le Tchad est affecté par une insécurité résultant de plusieurs causes, tant internes qu'externes. Sur le plan interne, un passé marqué par trente ans d'instabilité politique et militaire se traduit par les conditions sécuritaires suivantes :

- Une prolifération d'armes légères et d'armes blanches ;
- Un banditisme de survie ;
- Une criminalité grandissante ;
- Une culture de violence traditionnelle ;
- Une menace permanente de déstabilisation du pouvoir ;
- Une activité de rébellion armée ;
- Une pollution de mines et d'engins non explosés.

D'autre part, la crise soudanaise du Darfour demeure la grande menace du moment de par ses effets déstabilisateurs. Plusieurs incidents majeurs ont illustré la volatilité de la situation sécuritaire à l'Est du Tchad affecté par une crise humanitaire générée par l'afflux de réfugiés. Face à ces menaces, dans un environnement hostile de par le climat et l'inexistence d'infrastructures sur un très vaste territoire, le niveau de risque de sécurité semble assez élevé pour mériter l'attention particulière du Système des NU au Tchad.

Objectifs

Assurer la sécurité des personnels et des biens du Système des NU au Tchad en menant les actions suivantes :

- Renforcer le personnel de sécurité pour une prise en compte rationnelle et effective des problèmes de sécurité sur le terrain ;
- Mettre en place les équipements nécessaires pour l'application du *Minimum Operating Security Standards* (MOSS).

Indicateurs

La réalisation de cet objectif sera évaluée par rapport à l'efficacité du système de coordination et de prise en compte mis en œuvre pour l'application du MOSS et du plan de sécurité au Tchad.

3.4.L Eau et Assainissement

Contexte

La gestion de l'eau et des infrastructures d'assainissement est un problème endémique au Tchad et notamment au Nord Est du pays dans les régions de Biltine et de Ouaddaï. Ces régions se caractérisent par un faible accès à l'eau potable dû à une mauvaise gestion des ressources hydriques existantes et à l'insuffisance de données hydrogéologies et géophysiques. De surcroît, la pluviométrie irrégulière rend difficile la planification de l'utilisation des eaux pluviales.

La plupart des localités de cette zone sont dépourvues de latrines, aussi bien au niveau de l'habitat que des établissements publics (écoles, centres de santé), ainsi que de systèmes de collecte des ordures. Cette situation a un impact direct sur la santé, l'élevage et l'agriculture ainsi que sur un environnement structurellement fragile.

L'afflux de réfugiés soudanais au cours de l'année 2004 a amplifié les problèmes existants et renforcé les tensions entre communautés.

Objectifs

Aux vues de cette situation, qui pourrait encore s'aggraver dans le cas d'une deuxième vague de réfugiés dans les mois à venir, les actions prioritaires identifiées afin d'améliorer l'accès à l'eau et le développement de l'assainissement sont :

- Améliorer la couverture en eaux potable pour les humains et les animaux ;
- Améliorer l'assainissement ;
- Promouvoir l'hygiène environnementale.

Indicateurs

La réalisation de ces objectifs sera évaluée grâce aux indicateurs suivants :

- Taux de couverture (litres eau /personne /jour) ;
- Contrôles comportementaux ;
- Nombre de personnes par latrines ;
- Taux de collecte et de traitement des ordures.

La définition de ces objectifs a eu lieu dans le cadre d'un atelier sectoriel réunissant un échantillon représentatif des organisations présentes sur le terrain. HCR, PAM, UNICEF, OCHA, CARE, AFRICARE, IMC, INTERSOS, OXFAM, CRT, CARE International, EEMET, FAO, CNAR, ont participé à cet exercice. Ces conclusions ont été confirmées par une mission d'évaluation inter-agence et gouvernementale.

4. PLAN DE SUIVI STRATEGIQUE

Différentes activités ont été identifiées afin d'assurer un suivi efficace de la situation et de la mise en place des programmes.

Activité/monitoring	Période	Acteur	IOV
Réunions de coordination sur le terrain	Chaque semaine	Tous (Agences ONU et ONG), Représentant de Gouvernement	Suivi hebdomadaire
Mission d'évaluation multi-sectorielles (de N'Djamena) sur le terrain	Chaque 3 mois	Agences ONU compétentes, Ministère du Plan, Ministère de l'Administration du Territoire	Rapport de mission
Réunions des Chefs d'Agence	Chaque semaine	Chefs des Agences ONU	Compte-rendu réunion
Ateliers pour la révision du CAP 2005	Mois de mai	Agences ONU, ONG et Gouvernement	CAP 2005 (révision)
Mise en place d'une base de données	Permanente	OCHA	Suivi en temps réel

5. CRITERES DE CLASSEMENT DES PROJETS PAR ORDRE DE PRIORITE

Les projets inclus dans ce document ont été soumis par les Agences des NU et les ONG internationales présentes sur le terrain aux côtés des ONG locales et des autorités locales. Du fait de l'ampleur de la crise humanitaire et des risques d'aggravement de la situation, il est important de s'assurer que l'aide est dirigée vers les secteurs identifiés comme prioritaire, et de mettre en place une coordination efficace.

Dans cette optique, plusieurs missions ont été organisées sur le terrain et leurs résultats ont été partagés avec l'ensemble de la communauté humanitaire. OCHA a en outre organisé des ateliers sectoriels en septembre 2004 impliquant les différents acteurs présents sur le terrain (ONGI, ONG Locales (ONGL), Agences NU, Gouvernement local) afin d'identifier les besoins prioritaires et les meilleures stratégies pour les mettre en place. Le résultat de ces ateliers est présenté dans les cadres logiques sectoriels.

La situation au Tchad est complexe du fait de l'interaction entre les populations locales et les populations réfugiées. Afin de prendre en compte l'ensemble des paramètres, il est nécessaire de rechercher les complémentarités entre les secteurs et de définir des critères objectifs traduisant la réalité du terrain. Ces complémentarités se dessinent selon un axe vertical et un axe horizontal.

a) Approche horizontale

- L'eau et l'environnement sont liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;
- La protection inclut l'ensemble des besoins identifiés dans les différents secteurs, ainsi que l'appui aux services de base dans les domaines de l'éducation et de la santé, ceux-ci étant liés aux disponibilités en eau.

b) **Approche verticale:** l'approche verticale ne prend pas en compte les liens entre secteurs, mais permet l'analyse des priorités selon les critères suivants :

- Cohérence avec l'analyse du contexte (ex : attention équilibrée entre les populations locales et réfugiées) ;
- Cohérence avec les priorités stratégiques ;
- Cohérence entre les besoins évalués et la réponse proposée ;
- Critères géographiques (prise en compte du fait que l'Est et le Sud du pays sont affectés par des problématiques différentes du fait de leurs spécificités structurelles et conjoncturelles).

La complexité du contexte rend nécessaire l'utilisation de cette double approche dans la définition de l'ordre de priorité des projets. La mission Inter-Agences ONU / Gouvernement qui a eu lieu en septembre 2004 sur les régions de Wadi-Fira, du BET (Ennedi Est) et de Ouaddaï a émis les recommandations suivantes :

- Il est fortement recommandé, afin de réduire les risques engendrés par les tensions entre les populations autochtones et réfugiées, de mettre en place des initiatives multi-sectorielles de court terme (urgence) et de moyen/long terme (développement), s'adressant à l'ensemble des populations réfugiées et non réfugiées ;
- Les initiatives recommandées doivent commencer dans les plus brefs délais.

Les conclusions des différentes analyses s'accordent pour identifier comme prioritaires les secteurs suivants :

- Eau ;
- Environnement ;
- Appui aux services de base ;
- Protection ;
- Agriculture et élevage ;
- Sécurité alimentaire.

6. RESUME : CADRE STRATEGIQUE DE LA REPONSE HUMANITAIRE

Initiatives *	Cible	Priorités stratégiques/Objectifs	Activités	Partenaires
Eau Assainissement	Population locale	Améliorer l'accès à l'eau potable	Construire/réhabiliter infrastruct. d'eau pour les humains et les animaux	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
	Réfugiés	Développement et promotion de l'hygiène environnementale	Construire des latrines et des points d'eau dans les camps (voir données)	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Environnement	Population locale	Assurer une meilleure gestion des ressources naturelles	Reboisement	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement.
	Réfugiés	Développement et promotion de l'hygiène environnementale	Promouvoir l'utilisation des alternatives au bois de chauffage	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Protection / Droit de L'Homme	Population locale	Assurer l'application des principes de protection	Assurer l'accès aux services de base (action urgente multi-sectorielle)	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement.
	Réfugiés	Développement et promotion de l'hygiène environnementale	Organiser des Comités d'encadrement des femmes, des jeunes, etc.	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Abris – Bien Alimentaires	Population locale	Amélioration et renforcement de la coordination, planification et gestion des opérations	Acheminer régulièrement et distribuer les vivres et NFI dans les camps et	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
	Réfugiés	Développement et promotion de l'hygiène environnementale	aux plus vulnérables parmi la population locale	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Santé et Nutrition	Population locale	Exécuter entièrement le PMA/PCA	Appuyer les C.S. en termes de médicaments, équipements et formation du personnel	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
	Réfugiés	Gérer efficacement les services de santé	Continuer l'assistance sanitaire en ouvrant l'accès aux populations locales	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Education	Population locale	Augmenter les débouchés pour les diplômés	Appuyer les écoles en termes des infrastructures (construire ou réhabiliter), de personnel et d'équipements.	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
	Réfugiés	Promouvoir la non saturation des écoles	Renforcer les activités dans le domaine de l'éducation	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement
Agriculture - Sécurité alimentaire	Population locale	Garantir la sécurité alimentaire	Soutenir la création de groupements	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement.
	Réfugiés	Promouvoir la non saturation des écoles	Soutenir la création de groupements	Agences NU, ONGI, ONGL, Gouvernement

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 1 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
Africare			
CHD-05/A05	AGRICULTURE	Initiative pour le Renforcement Economique et la Sécurité Alimentaire des Populations (IRESAP)	1 411 830
CHD-05/P/HR/RL03	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Protection et Restauration de l'Environnement en Zones Occupées par les Réfugiés (PREZOR)	1 125 099
CHD-05/WS05	EAU ET ASSAINISSEMENT	Promotion l'Hygiène Environnementale	1 125 214
CHD-05/WS03	EAU ET ASSAINISSEMENT	Renforcement des Ressources Hydrauliques(RHH)	447 585
Sous-total pour Africare			4 109 728
COOPI			
CHD-05/P/HR/RL02	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Intervention d'urgence de reforestation et d'exploitation des ressources naturelles dans le département de Sila	526 696
Sous-total pour COOPI			526 696
FAO			
CHD-05/A01	AGRICULTURE	Amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des réfugiés soudanais et des populations hôtes à travers la sauvegarde de leur cheptel et le développement du petit élevage	2 451 000
CHD-05/A03	AGRICULTURE	Appui à la coordination des opérations d'urgence et de réhabilitation agricole.	314 175
CHD-05/A04	AGRICULTURE	Fourniture urgente d'intrants agricoles essentiels aux réfugiés centrafricains et aux populations hôtes	561 255
CHD-05/A02	AGRICULTURE	Fourniture urgente d'intrants agricoles essentiels aux réfugiés soudanais et aux populations hôtes et réinsertion des femmes et des jeunes dans des activités productives agricoles	3 322 800
CHD-05/P/HR/RL01	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Promotion de mesures urgentes de sauvegarde de l'environnement et de réhabilitation des sites dégradés par l'afflux de réfugiés	1 379 175
Sous-total pour FAO			8 028 405

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 2 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
IMC			
CHD-05/H09	SANTE	Support médical et nutritionnel aux réfugiés soudanais et a la population locale à l'Est du Tchad.	3 406 045
Sous-total pour IMC			3,406,045
INTERMON/OXFAM			
CHD-05/A07	AGRICULTURE	Sécurité Alimentaire des communautés hôtes et réfugiées	1 230 882
Sous-total pour INTERMON/OXFAM			1 230 882
INTERSOS			
CHD-05/A06	AGRICULTURE	Réduction de la pauvreté	514 080
CHD-05/ER/102	RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES	Lieu pour la jeunesse à Koukou	113 600
CHD-05/ER/101	RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES	Renforcement des activités féminines à Goz Beida	145 500
CHD-05/WS06	EAU ET ASSAINISSEMENT	Améliorer la santé et la disponibilité d'eau dans le puits	43 200
Sous-total pour INTERSOS			816 380
MAG			
CHD-05/MA04	LUTTE ANTI-MINES	Evaluation rapide, vérification et surveillance technique	1 300 000
Sous-total pour MAG			1 300 000
OCHA			
CHD-05/CSS02	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Intervention Humanitaire d'Urgence (EHI)	339 000
CHD-05/CSS01	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Projet d'appui à la coordination humanitaire au Tchad	546 337
Sous-total pour OCHA			885 337

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 3 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
OHCHR			
CHD-05/P/HR/RL05	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Renforcement des capacités de l'Equipe des Nations Unies au Tchad en vue de son appui aux structures nationales des droits de l'homme	60 000
Sous-total pour OHCHR			60 000
OXFAM UK			
CHD-05/WS04	EAU ET ASSAINISSEMENT	Construction des Bacs à Ordure.	45 900
CHD-05/WS07	EAU ET ASSAINISSEMENT	Promotion de la santé publique parmi les réfugiés et les populations locale dans et autour des camps de Touloum, Kounoungou, Amnabak (Mader), Farchana, Bregjing, Treguine ainsi que dans le quatrième camps de l'axe central.	3 117 186
Sous-total pour OXFAM UK			3 163 086
UNAIDS			
CHD-05/H03	SANTE	Prévention de la propagation du VIH/SIDA et réduction de l'impact du VIH/SIDA dans les régions du Ouaddaï et Biltine (Wadi-Fira)	480 000
Sous-total pour UNAIDS			480 000

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 4 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
UNDP			
CHD-05/MA08	LUTTE ANTI-MINES	Créer une ONG nationale pour les activités de Mine Action	102 600
CHD-05/MA03	LUTTE ANTI-MINES	Formation de Technicien Orthopédiques – Capacity Building	21 600
CHD-05/MA06	LUTTE ANTI-MINES	Formation et aide aux victimes	80 892
CHD-05/MA09	LUTTE ANTI-MINES	Mise en place du Plan national pour la réintégration Socio-économique des victimes des Mines et UXO	285 120
CHD-05/MA07	LUTTE ANTI-MINES	Plaidoyer pour les Droits des Handicapés	62 532
CHD-05/MA11	LUTTE ANTI-MINES	Projet de Formation Professionnelle	28 080
CHD-05/MA01	LUTTE ANTI-MINES	Réhabilitation Physique et Réintégration Sociale des Victimes des Mines	21 600
CHD-05/MA02	LUTTE ANTI-MINES	Réintégration Socio-économique des Victimes des Mines	10 800
CHD-05/MA10	LUTTE ANTI-MINES	Renforcement des capacités d'assistance aux victimes	48 492
CHD-05/MA05	LUTTE ANTI-MINES	Support au Programme Humanitaire d'Action de Déminage au Tchad	4 200 000
CHD-05/P/HR/RL06	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Amélioration de la situation des droits de l'homme dans la zone des réfugiés	250 000
CHD-05/P/HR/RL07	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Projet Radio	229 100
CHD-05/P/HR/RL04	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Promotion et réforme des mécanismes alternatifs pour la résolution et la prévention des conflits	250 000
CHD-05/S02	SECURITE	Lutte contre la prolifération des armes légères	408 005
Sous-total pour UNDP			5 998 821
UNFPA			
CHD-05/CSS04	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Collecte des données sur la population locale à l'Est du Tchad	287 950
CHD-05/H08	SANTE	Approvisionnement en services de Santé de la Reproduction aux réfugiés soudanais et populations hôtes à l'Est du Tchad	1 045 100
Sous-total pour UNFPA			1 333 050

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 5 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
UNHCR			
CHD-05/MS01	MULTI-SECTEUR	Protection et assistance pour les réfugiés soudanais du Darfur à l'Est du Tchad	59 500 000
Sous-total pour UNHCR			59 500 000
UNICEF			
CHD-05/E01	EDUCATION	Education de base en situation d'urgence	2 488 636
CHD-05/E02	EDUCATION	Encadrement des jeunes enfants et des parents en situation d'urgence	988 755
CHD-05/H06	SANTE	Lutte contre les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aiguës et le paludisme chez le jeune enfant	1 108 315
CHD-05/H04	SANTE	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	500 522
CHD-05/H07	SANTE	Sensibilisation et prévention du VIH/SIDA auprès des jeunes et des femmes réfugiés et des communautés hôtes des 5 districts sanitaires de l'est du Tchad	394 706
CHD-05/H05	SANTE	Surveillance et prise en charge nutritionnelle dans les camps des réfugiés et dans les communautés hôtes	2 467 569
CHD-05/MA12	LUTTE ANTI-MINES	Education sur les risques des mines	561 900
CHD-05/P/HR/RL08	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Assurer la protection des jeunes filles et des femmes contre la violence sexuelle	869 423
CHD-05/P/HR/RL09	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Protection et développement intégrés de la jeunesse	659 170
CHD-05/P/HR/RL10	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Réalisation des droits des enfants vulnérables affectés par la crise du Darfour et se trouvant à l'Est du Tchad	743 271
CHD-05/WS01	EAU ET ASSAINISSEMENT	Approvisionnement en eau potable et assainissement de base dans les camps de réfugiés et les localités hôtes (Régions du Ouaddaï, Wadi-Fira et B.E.T)	7 489 535
Sous-total pour UNICEF			18 271 802

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 6 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
UNSECOORD			
CHD-05/S01	SECURITE	Renforcement de la sécurité des personnels humanitaires et des bénéficiaires	338 070
Sous-total pour UNSECOORD			338 070
WFP			
CHD-05/CSS03	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Augmentation logistique pour l'opération d'urgence EMOP 10327.0 – Assistance d'urgence aux réfugiés Soudanais dans la région de l'est du Tchad (WFP SO 10390)	6 465 986
CHD-05/CSS05	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	SO 10338.0: Service Aérien Humanitaire des Nations Unies au Tchad en appui au à l'EMOP 10327.0 – Assistance d'urgence aux réfugiés soudanais dans l'est du Tchad	3 013 068
CHD-05/F01	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	EMOP 10327.0: Assistance d'urgence en faveur des réfugiés soudanais et des populations locales au Nord Est du Tchad.	50 445 943
CHD-05/F02	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	IPSR 10391.0: Assistance d'urgence en faveur des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad.	5 534 270
Sous-total pour WFP			65 459 267
WHO			
CHD-05/H02	SANTE	Appui au Ministère de la Santé du Tchad pour le renforcement de son rôle de coordination entre les acteurs des réfugiés soudanais du Nord Est du Tchad et les services publiques du Ministère de la Santé Publique	421 626
CHD-05/H01	SANTE	Appui au Ministère de Santé du Tchad en la surveillance épidémiologique et nutritionnel, préparation et réponse aux urgences dans les camps des réfugiés soudanais du Nord Est du Tchad et les populations hôtes	4 677 875
CHD-05/WS02	EAU ET ASSAINISSEMENT	Composante santé de l'eau et de la assainissement dans les camps de réfugiés Soudanais du Nord Est du Tchad et des populations hôtes	412 764
Sous-total pour WHO			5 512 265

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2005**
Liste des projets - par organisation
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 7 de 7

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
WVI			
CHD-05/A08	AGRICULTURE	Semences et outils pour réfugiés et population locale.	723 748
CHD-05/ER/103	RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES	Réhabilitation des infrastructures de santé et éducation dans l'Est du Tchad	535 235
CHD-05/S/NF01	ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRE	Distribution de non vivres en urgence dans les camps des réfugiés.	545 914
CHD-05/P/HR/RL11	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Protection des enfants dans le camps des réfugiés	467 109
Sous-total pour WVI			2 272 006
Grand Total:			182 691 840

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 1 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
AGRICULTURE			
CHD-05/A01	FAO	Amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des réfugiés soudanais et des populations hôtes à travers la sauvegarde de leur cheptel et le développement du petit élevage	2 451 000
CHD-05/A02	FAO	Fourniture urgente d'intrants agricoles essentiels aux réfugiés soudanais et aux populations hôtes et réinsertion des femmes et des jeunes dans des activités productives agricoles	3 322 800
CHD-05/A03	FAO	Appui à la coordination des opérations d'urgence et de réhabilitation agricole.	314 175
CHD-05/A04	FAO	Fourniture urgente d'intrants agricoles essentiels aux réfugiés centrafricains et aux populations hôtes	561 255
CHD-05/A05	Africare	Initiative pour le Renforcement Economique et la Sécurité Alimentaire des Populations (IRESAP)	1 411 830
CHD-05/A06	INTERSOS	Réduction de la pauvreté	514 080
CHD-05/A07	INTERMON/OXFAM	Sécurité Alimentaire des communautés hôtes et réfugiées	1 230 882
CHD-05/A08	WVI	Semences et outils pour réfugiés et population locale.	723 748
Sous-total pour AGRICULTURE			10 529 770
COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN			
CHD-05/CSS01	OCHA	Projet d'appui à la coordination humanitaire au Tchad	546 337
CHD-05/CSS02	OCHA	Intervention Humanitaire d'Urgence (EHI)	339 000
CHD-05/CSS03	WFP	Augmentation logistique pour l'opération d'urgence EMOP 10327.0 – Assistance d'urgence aux réfugiées Soudanais dans la région de l'est du Tchad (WFP SO 10390)	6 465 986
CHD-05/CSS04	UNFPA	Collecte des données sur la population locale à l'Est du Tchad	287 950
CHD-05/CSS05	WFP	SO 10338.0: Service Aérien Humanitaire des Nations Unies au Tchad en appui au à l'EMOP 10327.0 – Assistance d'urgence aux réfugiés soudanais dans l'est du Tchad	3 013 068
Sous-total pour COORDINATION ET SERVICES SOUTIEN			10 652 341

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 2 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES			
CHD-05/ER/101	INTERSOS	Renforcement des activités féminines à Goz Beida	145 500
CHD-05/ER/102	INTERSOS	Lieu pour la jeunesse à Koukou	113 600
CHD-05/ER/103	WVI	Réhabilitation des infrastructures de santé et éducation dans l'Est du Tchad	535 235
Sous-total pour RELANCE ECONOMIQUE ET INFRASTRUCTURES			794 335
EDUCATION			
CHD-05/E01	UNICEF	Education de base en situation d'urgence	2 488 636
CHD-05/E02	UNICEF	Encadrement des jeunes enfants et des parents en situation d'urgence	988 755
Sous-total pour EDUCATION			3 477 391
ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRE			
CHD-05/S/NF01	WVI	Distribution de non vivres en urgence dans les camps des réfugiés.	545 914
Sous-total pour ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRE			545 914
ASSISTANCE ALIMENTAIRE			
CHD-05/F01	WFP	EMOP 10327.0: Assistance d'urgence en faveur des réfugiés soudanais et des populations locales au Nord Est du Tchad.	50 445 943
CHD-05/F02	WFP	IPSR 10391.0: Assistance d'urgence en faveur des réfugiés centrafricains au Sud du Tchad.	5 534 270
Sous-total pour ASSISTANCE ALIMENTAIRE			55 980 213

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 3 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
SANTE			
CHD-05/H01	WHO	Appui au Ministère de Santé du Tchad en la surveillance épidémiologique et nutritionnel, préparation et réponse aux urgences dans les camps des réfugiés soudanais du Nord Est du Tchad et les populations hôtes	4 677 875
CHD-05/H02	WHO	Appui au Ministère de la Santé du Tchad pour le renforcement de son rôle de coordination entre les acteurs des réfugiés soudanais du Nord Est du Tchad et les services publiques du Ministère de la Santé Publique	421 626
CHD-05/H03	UNAIDS	Prévention de la propagation du VIH/SIDA et réduction de l'impact du VIH/SIDA dans les régions du Ouaddaï et Biltine (Wadi-Fira)	480 000
CHD-05/H04	UNICEF	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	500 522
CHD-05/H05	UNICEF	Surveillance et prise en charge nutritionnelle dans les camps des réfugiés et dans les communautés hôtes	2 467 569
CHD-05/H06	UNICEF	Lutte contre les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aiguës et le paludisme chez le jeune enfant	1 108 315
CHD-05/H07	UNICEF	Sensibilisation et prévention du VIH/SIDA auprès des jeunes et des femmes réfugiés et des communautés hôtes des 5 districts sanitaires de l'est du Tchad	394 706
CHD-05/H08	UNFPA	Approvisionnement en services de Santé de la Reproduction aux réfugiés soudanais et populations hôtes à l'Est du Tchad	1 045 100
CHD-05/H09	IMC	Support médical et nutritionnel aux réfugiés soudanais et à la population locale à l'Est du Tchad.	3 406 045
Sous-total pour SANTE			14 501 758

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 4 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
LUTTE ANTI-MINES			
CHD-05/MA01	UNDP	Réhabilitation Physique et Réintégration Sociale des Victimes des Mines	21 600
CHD-05/MA02	UNDP	Réintégration Socio-économique des Victimes des Mines	10 800
CHD-05/MA03	UNDP	Formation de Technicien Orthopédiques – Capacity Building	21 600
CHD-05/MA04	MAG	Evaluation rapide, vérification et surveillance technique	1 300 000
CHD-05/MA05	UNDP	Support au Programme Humanitaire d'Action de Déminage au Tchad	4 200 000
CHD-05/MA06	UNDP	Formation et aide aux victimes	80 892
CHD-05/MA07	UNDP	Plaidoyer pour les Droits des Handicapés	62 532
CHD-05/MA08	UNDP	Créer une ONG nationale pour les activités de Mine Action	102 600
CHD-05/MA09	UNDP	Mise en place du Plan national pour la réintégration Socio-économique des victimes des Mines et UXO	285 120
CHD-05/MA10	UNDP	Renforcement des capacités d'assistance aux victimes	48 492
CHD-05/MA11	UNDP	Projet de Formation Professionnelle	28 080
CHD-05/MA12	UNICEF	Education sur les risques des mines	561 900
Sous-total pour LUTTE ANTI-MINES			6 723 616
MULTI-SECTEUR			
CHD-05/MS01	UNHCR	Protection et assistance pour les réfugiés soudanais du Darfur à l'Est du Tchad	59 500 000
Sous-total pour MULTI-SECTEUR			59 500 000

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 5 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX			
CHD-05/P/HR/RL01	FAO	Promotion de mesures urgentes de sauvegarde de l'environnement et de réhabilitation des sites dégradés par l'afflux de réfugiés	1,379 175
CHD-05/P/HR/RL02	COOPI	Intervention d'urgence de reforestation et d'exploitation des ressources naturelles dans le département de Sila	526 696
CHD-05/P/HR/RL03	Africare	Protection et Restauration de l'Environnement en Zones Occupées par les Réfugiés (PREZOR)	1 125 099
CHD-05/P/HR/RL04	UNDP	Promotion et réforme des mécanismes alternatifs pour la résolution et la prévention des conflits	250 000
CHD-05/P/HR/RL05	OHCHR	Renforcement des capacités de l'Equipe des Nations Unies au Tchad en vue de son appui aux structures nationales des droits de l'homme	60 000
CHD-05/P/HR/RL06	UNDP	Amélioration de la situation des droits de l'homme dans la zone des réfugiés	250 000
CHD-05/P/HR/RL07	UNDP	Projet Radio	229 100
CHD-05/P/HR/RL08	UNICEF	Assurer la protection des jeunes filles et des femmes contre la violence sexuelle	869 423
CHD-05/P/HR/RL09	UNICEF	Protection et développement intégrés de la jeunesse	659 170
CHD-05/P/HR/RL10	UNICEF	Réalisation des droits des enfants vulnérables affectés par la crise du Darfour et se trouvant à l'Est du Tchad	743 271
CHD-05/P/HR/RL11	WVI	Protection des enfants dans le camps des réfugiés	467 109
Sous-total pour PROTECTION/ DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX			6 559 043
SECURITE			
CHD-05/S01	UNSECOORD	Renforcement de la sécurité des personnels humanitaires et des bénéficiaires	338 070
CHD-05/S02	UNDP	Lutte contre la prolifération des armes légères	408 005
Sous-total pour SECURITE			746 075

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2005**

Liste des projets - par secteur
au 23 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 6 de 6

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
EAU ET ASSAINISSEMENT			
CHD-05/WS01	UNICEF	Approvisionnement en eau potable et assainissement de base dans les camps de réfugiés et les localités hôtes (Régions du Ouaddaï, Wadi-Fira et B.E.T)	7 489 535
CHD-05/WS02	WHO	Composante santé de l'eau et de la assainissement dans les camps de réfugiés Soudanais du Nord Est du Tchad et des populations hôtes	412 764
CHD-05/WS03	Africare	Renforcement des Ressources Hydrauliques(RHH)	447 585
CHD-05/WS04	OXFAM UK	Construction des Bacs à Ordures.	45 900
CHD-05/WS05	Africare	Promotion l'Hygiène Environnementale	1 125 214
CHD-05/WS06	INTERSOS	Améliorer la santé et la disponibilité d'eau dans le puits	43 200
CHD-05/WS07	OXFAM UK	Promotion de la santé publique parmi les réfugiés et les populations locale dans et autour des camps de Touloum, Kounoungou, Amnabak (Mader), Farchana, Bregjing, Treguine ainsi que dans le quatrième camps de l'axe central.	3 117 186
Sous-total pour EAU ET ASSAINISSEMENT			12 681 384
Grand Total			182 691 840

ANNEXE I.

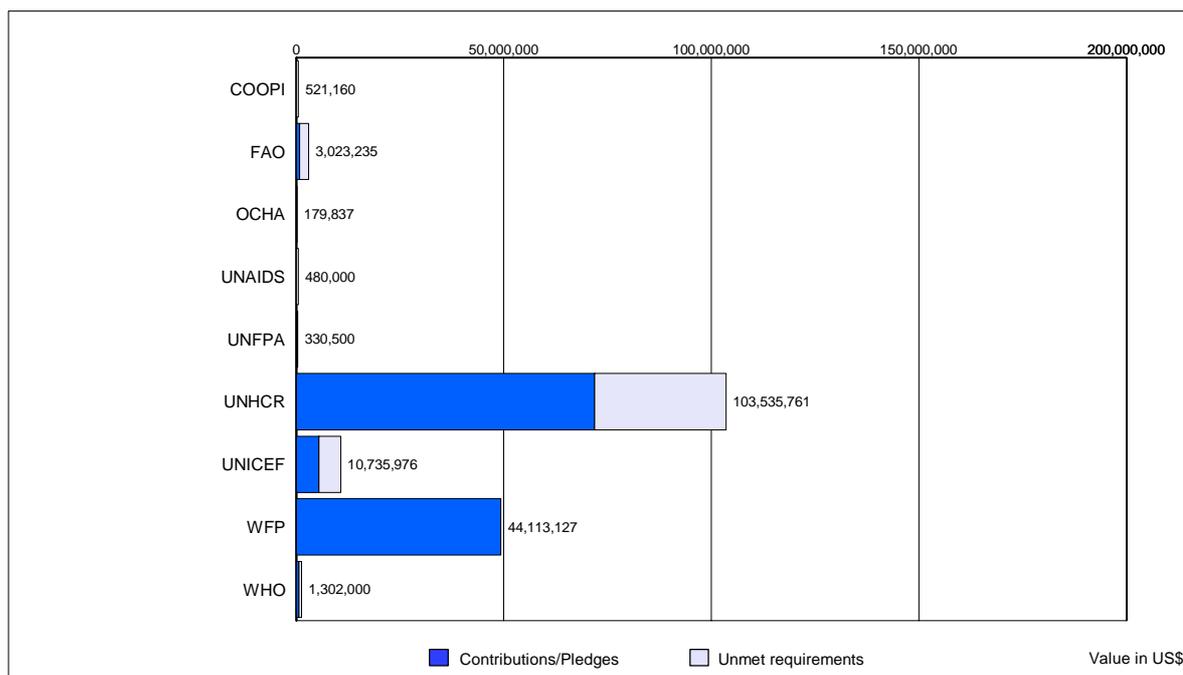
REPONSE A L'APPEL 2004

**Tableau I : Appel Global
Tchad 2004**

Fonds requis et contributions par organisation
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base de données fournies par les donateurs et les organisations participantes

Organisation	Fonds requis	Fonds révisés	Contributions	Promesses de dons	Reports	Ressources totales disponibles	Besoins non-financés	Taux de couverture des besoins
COOPI	521 160	521 160	-	-	-	-	521 160	0.0%
FAO	2 567 235	3 023 235	818 000	-	-	818 000	2 205 235	27.1%
OCHA	-	179 837	-	-	-	-	179 837	0.0%
UNAIDS	480 000	480 000	-	-	-	-	480 000	0.0%
UNFPA	250 000	330 500	90 000	-	-	90 000	240 500	27.2%
UNHCR	9 507 905	104 792 811	71 858 508	-	1 257 050	73 115 558	31 677 253	69.8%
UNICEF	6 777 264	10 735 976	5 465 601	-	-	5 465 601	5 270 375	50.9%
WFP	8 654 071	44 113 127	49 284 055	-	-	49 284 055	(5 170 928)	100.0%
WHO	1 302 000	1 302 000	657 389	-	-	657 389	644 611	50.5%
GRAND TOTAL	30 059 635	165 478 646	128 173 553	0	1 257 050	129 430 603	36 048 043	78.2%



**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004**
Liste des Contributions
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 1 de 6

Part A - Non alimentaire

Donateur	Agence	Code du projet	Activité	Montant US\$
African Union	UNHCR	CHD-04/MS01	Assist Sudanese refugees in Chad	60 000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	Emergency supply of agricultural and livestock inout to Sudanese refugees and host communities in eastern Chad	215 000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	Emergency supply of agricultural and livestock inout to Sudanese refugees and host communities in eastern Chad	241 000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	362 000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNFPA	CHD-04/H06	Provision of minimum initial service package of maternity and reproductive health care to Sudanese refugees	50 000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad 10 000 000 (Note: internal loan from UNHCR Operational Reserve)	10 000 000
Carry Over	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	1 257 050
Australia	UNICEF	CHD-04/UNICEF	Awaiting field office advice	57 361
Australia	UNICEF	CHD-04/WS01	Water supply/sanitation and hygiene education	637 079
Austria	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	121 803
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	223 880
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	514 706
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	746 269
Canada	UNICEF	CHD-04/WS01	Water supply/sanitation and hygiene education	588 232
Czech Republic	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	39 306
Denmark	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency aid to UNHCR's activities for refugees in Chad from the Darfur region in Sudan	1 331 115
Estonia	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	39 160
European Commission	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	1 838 235
European Commission	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	566 826
Finland	UNHCR	CHD-04/MS01	Refugee programmes	248 756

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004**
Liste des Contributions
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 2 de 6

France	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	426 309
France	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Sudan	2 436 054
France	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad in support of EMOP 10327.0	150 000
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	Humanitarian assistance for refugees in Eastern Chad	601 685
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	310 945
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	5 114 320
Ireland	WFP	CHD-04/CSS01	Humanitarian air services in Chad	124 673
Ireland	WFP	CHD-04/CSS01	Humanitarian air services in Chad	304 507
Italy	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	361 010
Italy	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	596 218
Italy	UNICEF	CHD-04/UNICEF	Awaiting field office advice	121 803
Italy	WHO	CHD-04/H03	To assist Sudanese refugees and hosted population in the affected areas of north-east and eastern Chad - shipment of 3 new emergency health kits	17 290
Japan	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	1 000 000
Japan	UNHCR	CHD-04/MS01	In kind contribution	0
Liechtenstein	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	80 000
Luxembourg	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	121 803
Netherlands	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency aid to Sudanese refugees in eastern Chad; protection, monitoring, coordination and operational support	4 999 000
Netherlands	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	555 550
Netherlands	WFP	CHD-04/CSS01	Humanitarian air services in Chad	220 000
Netherlands	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad in support of EMOP 10327.0	214 000
New Zealand	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	636 943
Norway	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	1 011 561
Norway	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad in support of EMOP 10327.0	296 736

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004
Liste des Contributions**
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 3 de 6

Poland	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	24 067
Portugal	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	300 842
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	1 466 305
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	10 013
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	374 279
Private	UNICEF	CHD-04/E01	Education in emergency situations	400 000
Private	UNICEF	CHD-04/E01	Education in emergency situations	72 549
Private	UNICEF	CHD-04/E01	Education in emergency situations	90 444
Private	UNICEF	CHD-04/E01	Education in emergency situations	120 000
Private	UNICEF	CHD-04/H01	Emergency health care and nutritional support in refugee areas	321 155
Private	UNICEF	CHD-04/H01	Emergency health care and nutritional support in refugee areas	50 000
Private	UNICEF	CHD-04/H01	Emergency health care and nutritional support in refugee areas	57 232
Private	UNICEF	CHD-04/H02	Control and prevention of measles outbreaks and Vitamin A supplementation	71 154
Private	UNICEF	CHD-04/H02	Control and prevention of measles outbreaks and Vitamin A supplementation	362 232
Private	UNICEF	CHD-04/H02	Control and prevention of measles outbreaks and Vitamin A supplementation	105 000
Private	UNICEF	CHD-04/H04	HIV/AIDS awareness and prevention	110 000
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	151 000
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	59 242
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	262 761
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	110 530
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	518 598
Private	UNICEF	CHD-04/WS01	Water supply/sanitation and hygiene education	200 000
Private	UNICEF	CHD-04/WS01	Water supply/sanitation and hygiene education	218 579
Spain	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	23 769
Spain	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	253 236

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004
Liste des Contributions**
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 4 de 6

Sweden	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	686 813
Sweden	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	1 333 333
Sweden	UNICEF	CHD-04/H02	Control and prevention of measles outbreaks and Vitamin A supplementation	623 184
Sweden	UNICEF	CHD-04/UNICEF	Awaiting field office advice	43 466
Switzerland	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	396 825
Switzerland	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	793 651
Switzerland	WFP	CHD-04/CSS01	Humanitarian air services in Chad	120 000
Switzerland	WFP	CHD-04/CSS01	Humanitarian air services special operation	105 469
United Kingdom	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	1 865 672
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad in support of EMOP 10327.0	543 479
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad	272 233
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad	138 889
United Kingdom	WHO	CHD-04/H03	Protect the health and monitoring the nutritional status of the Sudanese refugees and the resident population	640 099
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	Humanitarian activities in Chad	8 000 000
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	Emergency assistance to Sudanese refugees in eastern Chad	5 000 000
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	1 200 000
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	16 148 249
Total Non alimentaire				82 482 534

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004
Liste des Contributions
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>**

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 5 de 6

Part B - Assistance alimentaire

Donateur	Food type	Food (MTs)	Montant US\$
Allocations of unearmarked funds by UN agencies			40 000
Australia		TBI	625 000
Canada	Rice	1270	1 278 195
Canada	Wheat flour	512	413 534
European Commission			2 406 739
Finland	CSB	240	248 756
France		TBI	1 400 000
France		TBI	1 218 027
Germany	CSB	2500 MT	3 008 424
Germany	Rice	210	609 756
Ireland			530 541
Japan	Various	310	300 000
Japan	Vegetable Oil	11	18 348
Japan	Vegetable Oil	71	105 090
Netherlands			880 000
Norway	Beans	459	593 472
Switzerland			TBI
Switzerland	Various	677	800 000
United Kingdom			453 721
United Kingdom			TBI
United Kingdom	Various	1654	1 865 671
United States			114 000
United States			TBI
United States			2 309 060
United States			TBI
United States			2 779 460
United States			TBI
United States			12 673 000

**Tableau II : Appel Global
Tchad 2004**
Liste des Contributions
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 6 de 6

United States	Rice	992	1 000 000
United States	Rice	1141	1 000 000
United States	Various	2460	1 573 600
United States	Various	2580	1 816 462
United States	Various	4320	3 559 580
United States	Wheat flour	2000	1 116 038
Total Assistance alimentaire			46 948 069

Grand total	129 430 603
--------------------	--------------------

**Tableau III : Appel Global
Tchad 2004**

Liste des Projets par secteur, avec statut financier
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 1 de 2

Code du projet	Activité	Agence	Fonds requis	Fonds révisés	Contributions/ Promesses de dons/ Reports	Besoins non-financés
AGRICULTURE						
CHD-04/A01	Emergency supply of agricultural and livestock inout to Sudanese refugees and host communities in eastern Chad	FAO	2,567,235	3,023,235	818,000	2,205,235
CHD-04/A02	Support to agro-pastoral activities in Sila/Goz Beida	COOPI	521,160	521,160	-	521,160
Sous-total pour AGRICULTURE			3,088,395	3,544,395	818,000	2,726,395
COORDINATION AND SUPPORT SERVICES						
CHD-04/CSS01	WFP humanitarian air services in Chad in support of EMOP 10327.0	WFP	1,359,214	3,013,127	2,489,986	523,141
CHD-04/CSS02	Coordination support	OCHA	-	179,837	-	179,837
Sous-total pour COORDINATION AND SUPPORT SERVICES			1,359,214	3,192,964	2,489,986	702,978
EDUCATION						
CHD-04/E01	Education in emergency situations	UNICEF	531,818	1,772,727	682,993	1,089,734
Sous-total pour EDUCATION			531,818	1,772,727	682,993	1,089,734
FOOD						
CHD-04/F01	Emergency assistance to Sudanese refugees and most vulnerable host communities in north east Chad [EMOP 10327.00]	WFP	7,294,857	41,100,000	46,794,069	(5,694,069)
Sous-total pour FOOD			7,294,857	41,100,000	46,794,069	(5,694,069)
HEALTH						
CHD-04/H01	Emergency health care and nutritional support in refugee areas	UNICEF	846,808	1,052,314	428,387	623,927
CHD-04/H02	Control and prevention of measles outbreaks and Vitamin A supplementation	UNICEF	3,938,933	4,111,003	1,161,570	2,949,433
CHD-04/H03	Support for evaluating health situation to build capacity for medical treatment of Sudanese refugees in northeastern Chad	WHO	1,302,000	1,302,000	657,389	644,611
CHD-04/H04	HIV/AIDS awareness and prevention	UNICEF	193,182	298,864	110,000	188,864
CHD-04/H05	Strengthening local capacity to cope with the impact of HIV/AIDS in Ouaddai and Biltine (Wadi-Fira) regions	UNAIDS	480,000	480,000	-	480,000
CHD-04/H06	Provision of reproductive health services to Sudanese refugees and host population in north-east Chad	UNFPA	250,000	330,500	90,000	240,500
Sous-total pour HEALTH			7,010,923	7,574,681	2,447,346	5,127,335
MULTI-SECTOR						
CHD-04/MS01	Assistance to Sudanese refugees in Chad	UNHCR	9,507,905	104,792,811	73,115,558	31,677,253
Sous-total pour MULTI-SECTOR			9,507,905	104,792,811	73,115,558	31,677,253
PROTECTION/HUMAN RIGHTS/RULE OF LAW						
CHD-04/P/HR/RL01	Protection and prevention of abuse against children and women	UNICEF	425,614	914,250	1,102,131	(187,881)
Sous-total pour PROTECTION/HUMAN RIGHTS/RULE OF LAW			425,614	914,250	1,102,131	(187,881)

Tableau III : Appel Global**Tchad 2004**

Liste des Projets par secteur, avec statut financier

au 22 octobre 2004

<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 2 de 2

Code du projet	Activité	Agence	Fonds requis	Fonds révisés	Contributions/ Promesses de dons/ Reports	Besoins non-financés
SECTOR NOT YET SPECIFIED						
CHD-04/UNICEF	Awaiting field office allocation to specific projects	UNICEF	-	-	222,630	(222,630)
Sous-total pour SECTOR NOT YET SPECIFIED			-	-	222,630	(222,630)
WATER AND SANITATION						
CHD-04/WS01	Water supply/sanitation and hygiene education	UNICEF	840,909	2,586,818	1,757,890	828,928
Sous-total pour WATER AND SANITATION			840,909	2,586,818	1,757,890	828,928
Grand Total			30,059,635	165,478,646	129,430,603	36,048,043

Tableau IV : Appel Global**Tchad 2004**

Liste des Contributions par secteur

au 22 octobre 2004

<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 1 de 4

Donateur	Agence	Code du projet	Montant US\$
AGRICULTURE			
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	362,000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	215,000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	FAO	CHD-04/A01	241,000
Sous-total pour AGRICULTURE			818,000
COORDINATION AND SUPPORT SERVICES			
France	WFP	CHD-04/CSS01	150,000
Ireland	WFP	CHD-04/CSS01	124,673
Ireland	WFP	CHD-04/CSS01	304,507
Netherlands	WFP	CHD-04/CSS01	214,000
Netherlands	WFP	CHD-04/CSS01	220,000
Norway	WFP	CHD-04/CSS01	296,736
Switzerland	WFP	CHD-04/CSS01	105,469
Switzerland	WFP	CHD-04/CSS01	120,000
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	138,889
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	543,479
United Kingdom	WFP	CHD-04/CSS01	272,233
Sous-total pour COORDINATION AND SUPPORT SERVICES			2,489,986
EDUCATION			
Private	UNICEF	CHD-04/E01	72,549
Private	UNICEF	CHD-04/E01	90,444
Private	UNICEF	CHD-04/E01	120,000
Private	UNICEF	CHD-04/E01	400,000
Sous-total pour EDUCATION			682,993
FOOD			
Australia	WFP	CHD-04/F01	625,000
Canada	WFP	CHD-04/F01	1,278,195
Canada	WFP	CHD-04/F01	413,534
European Commission	WFP	CHD-04/F01	2,406,739
Finland	WFP	CHD-04/F01	248,756
France	WFP	CHD-04/F01	1,218,027
France	WFP	CHD-04/F01	1,400,000
Germany	WFP	CHD-04/F01	3,008,424
Germany	WFP	CHD-04/F01	609,756
Ireland	WFP	CHD-04/F01	530,541
Japan	WFP	CHD-04/F01	105,090
Japan	WFP	CHD-04/F01	18,348

Tableau IV : Appel Global**Tchad 2004**

Liste des Contributions par secteur

au 22 octobre 2004

<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 2 de 4

Donateur	Agence	Code du projet	Montant US\$
Japan	WFP	CHD-04/F01	300,000
Netherlands	WFP	CHD-04/F01	880,000
Norway	WFP	CHD-04/F01	593,472
Switzerland	WFP	CHD-04/F01	400,000
Switzerland	WFP	CHD-04/F01	800,000
United Kingdom	WFP	CHD-04/F01	1,811,595
United Kingdom	WFP	CHD-04/F01	453,721
United Kingdom	WFP	CHD-04/F01	1,865,671
United States	WFP	CHD-04/F01	3,559,580
United States	WFP	CHD-04/F01	2,779,460
United States	WFP	CHD-04/F01	12,673,000
United States	WFP	CHD-04/F01	1,816,462
United States	WFP	CHD-04/F01	2,309,060
United States	WFP	CHD-04/F01	1,116,038
United States	WFP	CHD-04/F01	1,000,000
United States	WFP	CHD-04/F01	1,573,600
United States	WFP	CHD-04/F01	1,000,000
Sous-total pour FOOD			46,794,069
HEALTH			
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNFPA	CHD-04/H06	40,000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNFPA	CHD-04/H06	50,000
Italy	WHO	CHD-04/H03	17,290
Private	UNICEF	CHD-04/H01	50,000
Private	UNICEF	CHD-04/H02	71,154
Private	UNICEF	CHD-04/H02	362,232
Private	UNICEF	CHD-04/H02	105,000
Private	UNICEF	CHD-04/H01	57,232
Private	UNICEF	CHD-04/H01	321,155
Private	UNICEF	CHD-04/H04	110,000
Sweden	UNICEF	CHD-04/H02	623,184
United Kingdom	WHO	CHD-04/H03	640,099
Sous-total pour HEALTH			2,447,346
MULTI-SECTOR			
African Union	UNHCR	CHD-04/MS01	60,000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNHCR	CHD-04/MS01	10,000,000
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	UNHCR	CHD-04/MS01	1,257,050
Austria	UNHCR	CHD-04/MS01	121,803
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	223,880
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	514,706
Canada	UNHCR	CHD-04/MS01	746,269

**Tableau IV : Appel Global
Tchad 2004**

Liste des Contributions par secteur
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel

Page 3 de 4

Donateur	Agence	Code du projet	Montant US\$
Czech Republic	UNHCR	CHD-04/MS01	39,306
Denmark	UNHCR	CHD-04/MS01	1,331,115
Estonia	UNHCR	CHD-04/MS01	39,160
European Commission	UNHCR	CHD-04/MS01	566,826
European Commission	UNHCR	CHD-04/MS01	1,838,235
Finland	UNHCR	CHD-04/MS01	248,756
France	UNHCR	CHD-04/MS01	2,436,054
France	UNHCR	CHD-04/MS01	426,309
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	310,945
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	601,685
Germany	UNHCR	CHD-04/MS01	5,114,320
Italy	UNHCR	CHD-04/MS01	596,218
Italy	UNHCR	CHD-04/MS01	361,010
Japan	UNHCR	CHD-04/MS01	1,000,000
Japan	UNHCR	CHD-04/MS01	0
Liechtenstein	UNHCR	CHD-04/MS01	80,000
Luxembourg	UNHCR	CHD-04/MS01	121,803
Netherlands	UNHCR	CHD-04/MS01	555,550
Netherlands	UNHCR	CHD-04/MS01	4,999,000
New Zealand	UNHCR	CHD-04/MS01	636,943
Norway	UNHCR	CHD-04/MS01	1,011,561
Poland	UNHCR	CHD-04/MS01	24,067
Portugal	UNHCR	CHD-04/MS01	300,842
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	1,466,305
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	10,013
Private	UNHCR	CHD-04/MS01	374,279
Spain	UNHCR	CHD-04/MS01	253,236
Spain	UNHCR	CHD-04/MS01	23,769
Sweden	UNHCR	CHD-04/MS01	686,813
Sweden	UNHCR	CHD-04/MS01	1,333,333
Switzerland	UNHCR	CHD-04/MS01	396,825
Switzerland	UNHCR	CHD-04/MS01	793,651
United Kingdom	UNHCR	CHD-04/MS01	1,865,672
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	5,000,000
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	1,200,000
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	16,148,249
United States	UNHCR	CHD-04/MS01	8,000,000
Sous-total pour MULTI-SECTOR			73,115,558

**Tableau IV : Appel Global
Tchad 2004**

Liste des Contributions par secteur
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Information compilée par OCHA sur la base des données fournies par les donateurs et les organisations participant à l'appel Page 4 de 4

Donateur	Agence	Code du projet	Montant US\$
PROTECTION/HUMAN RIGHTS/RULE OF LAW			
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	59,242
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	262,761
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	110,530
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	518,598
Private	UNICEF	CHD-04/P/HR/RL01	151,000
Sous-total pour PROTECTION/HUMAN RIGHTS/RULE OF LAW			1,102,131
SECTOR NOT YET SPECIFIED			
Australia	UNICEF	CHD-04/UNICEF	57,361
Italy	UNICEF	CHD-04/UNICEF	121,803
Sweden	UNICEF	CHD-04/UNICEF	43,466
Sous-total pour SECTOR NOT YET SPECIFIED			222,630
WATER AND SANITATION			
Australia	UNICEF	CHD-04/WS01	637,079
Canada	UNICEF	CHD-04/WS01	588,232
Private	UNICEF	CHD-04/WS01	218,579
Private	UNICEF	CHD-04/WS01	200,000
United States	UNICEF	CHD-04/WS01	114,000
Sous-total pour WATER AND SANITATION			1,757,890
Grand Total:			129,430,603

Tableau V & VI : Contributions totales à l'appel global et assistance humanitaire totale, par donateur Tchad 2004
 au 22 octobre 2004

Tableau V: Appel Global

Contributions par donateur [reports non -inclus]

Donateur	Montant US\$	% of funding
United States	58,289,449	45.5%
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	10,908,000	8.5%
Germany	9,645,130	7.5%
United Kingdom	7,591,359	5.9%
Netherlands	6,868,550	5.4%
France	5,630,390	4.4%
Private	5,131,073	4.0%
European Commission	4,811,800	3.8%
Canada	3,764,816	2.9%
Sweden	2,686,796	2.1%
Switzerland	2,615,945	2.0%
Norway	1,901,769	1.5%
Japan	1,423,438	1.1%
Denmark	1,331,115	1.0%
Australia	1,319,440	1.0%
Others	4,254,483	3.3%
Grand Total:	128,173,553	100.0%

Tableau VI: Assistance humanitaire totale

Contributions totales à l'assistance humanitaire, par donateur * (reports non-inclus)

Donateur	Montant US\$	% of funding
United States	71,572,374	41.3%
European Commission	17,755,511	10.3%
Germany	11,918,187	6.9%
Netherlands	11,131,644	6.4%
Allocations of unearmarked funds by UN agencies	10,908,000	6.3%
United Kingdom	8,066,648	4.7%
Private	7,197,311	4.2%
France	6,123,172	3.5%
Canada	4,672,959	2.7%
Norway	4,042,098	2.3%
Sweden	3,651,971	2.1%
Switzerland	3,382,993	2.0%
Australia	2,390,869	1.4%
Denmark	1,915,118	1.1%
Japan	1,663,438	1.0%
Others	6,783,644	3.9%
Grand Total:	173,175,937	100%

*) Ce tableau inclut les contributions pour l'appel global ainsi que les contributions reçues en dehors du processus des appels globaux (bilatéral, Croix Rouge, etc...)

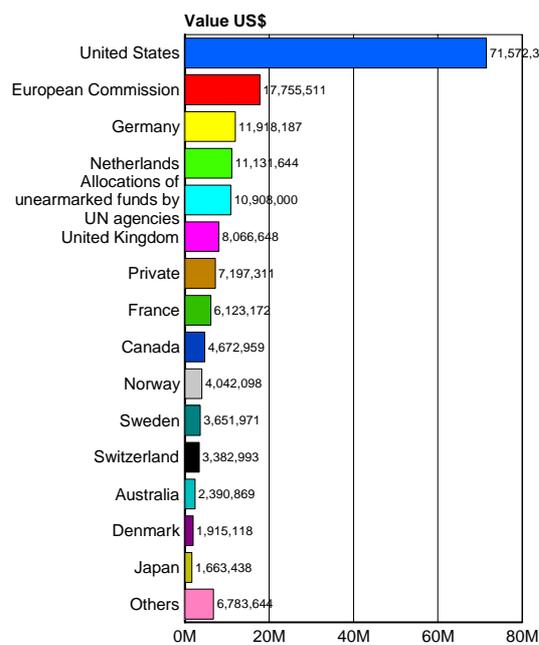
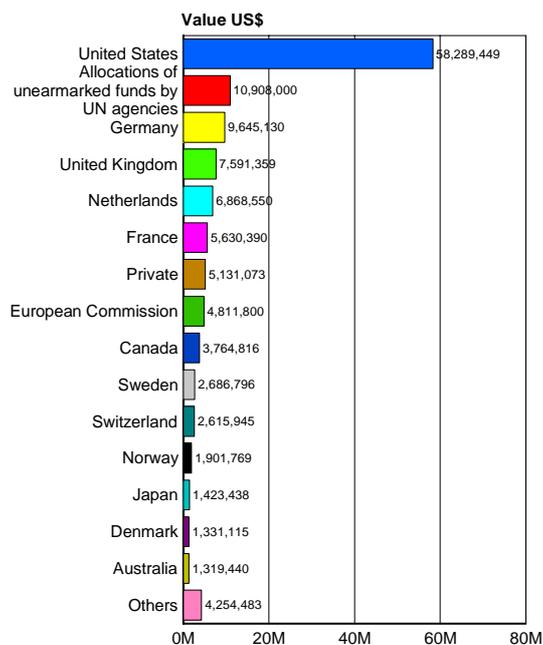


Tableau VII : Appel Global
Tchad 2004
Autres contributions (aux projets humanitaires non-listés dans l'appel global)
as of 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Note : ce tableau n'inclue que les contributions rapportées à OCHA

Page 1 de 5

Date	Donateur	Agence	Description	Montant US\$
Australia				
18 Jun 04	Australia	CARE AUSTRALIA	Emergency programmes	357,143
18 Jun 04	Australia	OXFAM	Emergency programmes	357,143
18 Jun 04	Australia	WV	Emergency programmes	357,143
Sous-total pour Australia				1,071,429
Belgium				
9 Aug 04	Belgium	IFRC	ERU logistics	14,334
2 Jun 04	Belgium	MSF	Health and medical, water activities	735,294
Sous-total pour Belgium				749,628
Canada				
14 Jul 04	Canada	MSF - Canada	Humanitarian assistance	597,015
3 Jun 04	Canada	UN Agencies, NGOs and Red Cross	Provide emergency non-food assistance	164,069
7 Jun 04	Canada	UNHCR	Assistance to Sudanese in Chad	147,059
Sous-total pour Canada				908,143
Czech Republic				
22 Jun 04	Czech Republic		To help the Darfur refugees in Chad	38,297
Sous-total pour Czech Republic				38,297
Denmark				
23 Jul 04	Denmark	IFRC	Programme support	3,315
23 Jul 04	Denmark	IFRC	300 family tents	51,000
19 Aug 04	Denmark	IFRC	ERU telecommunications	179,688
26 Aug 04	Denmark	MSF	Humanitarian assistance to Chad	350,000
Sous-total pour Denmark				584,003
European Commission				
31 Mar 04	European Commission	INTERSOS	Emergency water and food security assistance in favour of Sudanese refugees and vulnerable hosting communities in the Southern-Eastern Ouadai Region	418,760
15 Jun 04	European Commission	IRC	Emergency environmental health intervention for Sudanese refugees and local population in northeastern Chad	335,952
7 Apr 04	European Commission	MSF, Netherlands	Health programme	314,634

**Tableau VII : Appel Global
Tchad 2004**
Autres contributions (aux projets humanitaires non-listés dans l'appel global)
as of 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Note : ce tableau n'inclue que les contributions rapportées à OCHA

Page 2 de 5

Date	Donateur	Agence	Description	Montant US\$
17 Aug 04	European Commission	MSF/Belgium	Reduction of morbidity and mortality due to cholera case in Chad	235,495
31 Mar 04	European Commission	MSF/Belgium	Urgent medical aid to refugees in Sudan, northeast of Chad	870,647
31 Mar 04	European Commission	MSF-France	Emergency assistance to Adré District Hospital	310,945
31 Mar 04	European Commission	PU	Emergency assistance in support of Sudanese refugees in eastern Chad	830,323
13 Aug 04	European Commission	UN Agencies, NGOs and Red Cross	Humanitarian assistance in support of Sudanese refugees in eastern Chad	9,626,955
Sous-total pour European Commission				12,943,711
Finland				
20 Aug 04	Finland	IFRC	Humanitarian assistance	361,011
Sous-total pour Finland				361,011
France				
1 Aug 04	France	French RC	Distribution of NFIs	60,168
1 Apr 04	France	PU	Humanitarian assistance	182,927
26 Jan 04	France	UNHCR	Multi-sectoral assistance	71,978
26 Jan 04	France	UNHCR	Shelter for refugees from Darfur	177,709
Sous-total pour France				492,782
Germany				
19 Jul 04	Germany	ASB	Provision of mats, blankets, mosquito nets and hygiene materials	304,507
25 May 04	Germany	Care Germany	Humanitarian assistance in Chad for the refugees from Darfur	183,824
25 May 04	Germany	DCV	Procurements of tents for refugees from Darfur	306,373
14 Jul 04	Germany	GTZ	Emergency aid for refugees from Sudan (Darfur) (watsan activities)	365,408
28 Jun 04	Germany	Help	Provision of transport capacities, water-tankering and additional feeding for approx. 10,000 refugees	296,875
2 Aug 04	Germany	RC/Germany	Provision for one standardized self-sufficient emergency response unit	543,682
25 May 04	Germany	THW	Establishment of infrastructure for a refugee camp in Goz Beida, Chad (water and sanitation)	272,388
Sous-total pour Germany				2,273,057
Ireland				
7 Jul 04	Ireland	OXFAM	Protection of Darfur refugees and Chad host community from public health risks resulting from crisis	365,408

Tableau VII : Appel Global
Tchad 2004
Autres contributions (aux projets humanitaires non-listés dans l'appel global)
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Note : ce tableau n'inclue que les contributions rapportées à OCHA

Page 3 de 5

Date	Donateur	Agence	Description	Montant US\$
31 May 04	Ireland	Trocaire	To provide emergency relief to refugees from Darfur in eastern Chad	236,967
Sous-total pour Ireland				602,375
Japan				
3 Jun 04	Japan	ICRC	Humanitarian assistance	240,000
Sous-total pour Japan				240,000
Luxembourg				
9 Aug 04	Luxembourg	CARITAS	Humanitarian aid	120,337
9 Aug 04	Luxembourg	MSF	Humanitarian aid	197,025
Sous-total pour Luxembourg				317,362
Netherlands				
6 Jul 04	Netherlands	IFRC	Multi-sectoral assistance	1,218,027
26 Jul 04	Netherlands	SHO	Humanitarian emergency aid to victims of the crisis in Chad	3,045,067
Sous-total pour Netherlands				4,263,094
Norway				
1 May 04	Norway	ICRC	ICRC additional appeal for Chad	727,802
1 Jan 04	Norway	IFRC	IFRC appeal for Chad	370,920
1 Jun 04	Norway	IFRC	IFRC appeal for Chad	392,015
1 Jul 04	Norway	IFRC	IFRC appeal for Chad	431,182
1 Jun 04	Norway	NCA	Water equipment to refugee camps in Chad	218,410
Sous-total pour Norway				2,140,329
Private				
3 Aug 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	762
8 Sep 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	2,633
23 Jun 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	3,190
28 Jun 04	Private	IFRC	Programme support	4,359
23 Jun 04	Private	IFRC	Programme support	4,527
22 Jul 04	Private	IFRC	ERU mass sanitation health care and logistics	5,547
26 Jul 04	Private	IFRC	Mass sanitation ERU	26,910

**Tableau VII : Appel Global
Tchad 2004**
Autres contributions (aux projets humanitaires non-listés dans l'appel global)
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Note : ce tableau n'inclue que les contributions rapportées à OCHA

Page 4 de 5

Date	Donateur	Agence	Description	Montant US\$
25 Jun 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	27,840
4 Apr 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	29,991
6 Sep 04	Private	IFRC	Delegates	35,000
26 Aug 04	Private	IFRC	ERU watsan delegates	65,430
28 Jun 04	Private	IFRC	505 tents	141,566
23 Jun 04	Private	IFRC	500 family tents	147,650
19 Aug 04	Private	IFRC	Humanitarian assistance	268,125
6 Jul 04	Private	IFRC	NFIs	1,302,708
Sous-total pour Private				2,066,238
Saudi Arabia				
21 May 04	Saudi Arabia	Bilateral	Relief materials	460,488
Sous-total pour Saudi Arabia				460,488
Sweden				
3 Sep 04	Sweden	IFRC	Distribution of humanitarian supplies	402,094
28 Jul 04	Sweden	RC/Sweden	Support to RC/Chad for health, medicals, watsan	130,414
14 Sep 04	Sweden	UNHCR	In kind contribution of 10 trucks, workshop, spare parts and accomodation tents including equipment	432,667
Sous-total pour Sweden				965,175
Switzerland				
1 Jun 04	Switzerland	UNHCR	Secondment WATSAN/Ecologist	119,048
13 Feb 04	Switzerland	UNHCR	Camp planning - refugees from Sudan	120,000
30 Jul 04	Switzerland	UNHCR	Secondment of experts for Darfur refugees in Chad	408,000
25 Jul 04	Switzerland	WFP	Secondments WFP refugees	120,000
Sous-total pour Switzerland				767,048
United Kingdom				
11 Aug 04	United Kingdom	IFRC	Programme support	4,752
21 Sep 04	United Kingdom	IFRC	Office infrastructure	36,286
16 Aug 04	United Kingdom	IFRC	Vehicle, tarpaulins jerry cans	127,717
11 Aug 04	United Kingdom	IFRC	NFIs	127,940

**Tableau VII : Appel Global
Tchad 2004**
Autres contributions (aux projets humanitaires non-listés dans l'appel global)
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Note : ce tableau n'inclue que les contributions rapportées à OCHA

Page 5 de 5

Date	Donateur	Agence	Description	Montant US\$
17 Aug 04	United Kingdom	IFRC	Humanitarian assistance	178,594
Sous-total pour United Kingdom				475,289
United States				
20 Apr 04	United States		Refugee assistance	2,500,000
10 Sep 04	United States	American Bar Association	Documentation of violence through interviews with refugees	858,322
1 Mar 04	United States	ASI	Flight operations	2,224,090
24 Sep 04	United States	CARE	Community services, psychosocial interventions, capacity building	763,742
10 Sep 04	United States	CRS	Camp management	434,026
20 Apr 04	United States	IFRC	Refugee assistance	2,400,000
1 Mar 04	United States	IMC	Primary health	1,877,934
10 May 04	United States	IRC	To help meet the needs of refugees crossing from northern Darfur into the Bahai region of Chad, where water and humanitarian relief capacity are in short supply (USAID/PRM)	2,224,811
Sous-total pour United States				13,282,925
Grand Total:				45,002,384

ANNEXE II.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim - ONGI
ACTED	ONGI
ADT	Association de Déminage au Tchad
AEHPT	Association d'Entraide des Handicapés Physiques du Tchad
Africa Concern	ONGI
AFRICARE	ONGI
AGS	Action for Greening Sahel - ONGI
APICA	Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines
ARPH	Association pour la Réhabilitation des Personnes Handicapées
ASB	Association des travailleurs samaritains d'Allemagne
BELACD	Bureau d'Etude et Liaison pour les Actions Caritatives et de développement
BET	Région Borkou-Ennedi-Tibesti
C.S.	Centre de Santé
CAMAIR	Cameroon Airlines
CAP	Procédure d'Appel Consolidé – Consolidated Appeal Process
CAR	République Centre Africaine
CARE	ONGI
CARK	Centre d'Appareillage et de Rééducation de Kabalaye
CCF	ONGI
CDC	Centre pour le Contrôle de Maladie
CFA	Communauté financière d'Afrique
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CNAR	Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés
COOPI	Coopération Internationale - ONGI
CORD	ONGI
CRE	Croix Rouge Espagnole
CRS	Service de Soutien Catholique - Catholique Relief Service
CRT	Croix Rouge Tchadienne
DED PRODABO	Programme de Développement agricole de Biltine et du Ouaddaï
DRS	Direction Régional de la Santé
EEMET	Entente des Églises et Missions Évangéliques au Tchad
EMOP	Opérations d'urgence - Emergency Opérations
Epi	Épidémiologiques
F.S.	Formations Sanitaires
FAO	Fond des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FNUAP	Fond des Nations Unies pour les Activités en matière de Population
GBV	Violences liées au genre
GIMU/PGDS	Unité d'Information Géographique et de Cartographie/Section données géographiques et démographique
GTZ	Coopération Technique Allemande
H.D.	Hôpital de District
HAS	Service Aérien Humanitaire
HCDH	Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme
HCDN	Haute Commission pour le Déminage National
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
HIV/AIDS	Syndrome Immuno déficient acquis
HQ	Head quarter – Siège
ICT	Information Communication Technologie
IEC	Information, Éducation, Communication
IFRC	Fédération International de la Croix Rouge
IMC	Corps Médical International - International Medical Corp - ONGI
IMSMA	Système de Gestion de l'Information pour les Actions de Déminage
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
INTERSOS	ONGI

TCHAD

IRC	International Rescue Committee – ONGI
IRECAP	Initiative pour le Renforcement Économique et la Sécurité Alimentaire des Populations
IT	Service Informatique
KM	Kilomètre
KPC	Connaissance, Pratique et Couverture
LIS	Étude d'impact
M	Mètre
MAG	Mine Advisory Group – ONGI
MEDEVAC plane	Avion pour l'Évacuation Médicale
Min. Agric.	Ministère de l'Agriculture
Min. Plan	Ministère du Plan
Min.	Ministère
MJE	Mouvement pour la Justice et l'Égalité - Milice soudanaise
MM	Millimètre
MoE	Ministère de l'Éducation
MoH	Ministère de la Santé
MOSS	Minimum Operational Security Standards
MSF - Hollande	Médecins Sans Frontières Hollande - ONGI
MSF- Belgique	Médecins Sans Frontières Belgique - ONGI
MSF-F	Médecins Sans Frontières France - ONGI
MSP	Ministère de la Santé Publique
MT	Tonnes métriques
NACP	Programme National de Contrôle du Sida
Nbre	Nombre
NCA	Norwegian Church Aid - ONGI
NFI	Non-vivres
NU	Nations Unies
OCHA	Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONDR	Ministère de l'Agriculture
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONGI	Organisations Non Gouvernementales Internationales
ONGL	Organisations Non Gouvernementales Locales
ONU	Organisations des Nations Unies
ONUSIDA	Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OXFAM GB	ONGI
OXFAM Intermon	ONGI
OXFAM	ONGI
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PEDC	ONGL
PEFSI	Renforcement des capacités de la population et Initiatives de sécurité alimentaire
Pers.	Personne
PMA/PCA	Paquet minimum d'activité/paquet complémentaire d'activité
PMR	ONGL
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Première Urgence	ONGI
PREZOR	Protection et Réhabilitation de l'Environnement dans les zones occupées par les réfugiés
PRRO	Programme d'Interventions de Secours et de Redressement
qual.	Qualité
quant.	Quantité
RCA	République Centre Africaine
RHH	Renforcement des Ressources Hydrauliques
RMA	Rapport mensuel d'activité
RMAC	Centres Régionales de Déminage
RWR	Renforcement of Water Resources - Renforcement des Ressources Hydrauliques
SECADEV	Secours Catholique et Développement
SGBV	Violences sexuelles liées au genre
SLM-A	Mouvement de Libération du Soudan - Armée

TCHAD

SOU	Soins Obstétricaux d'Urgence
SR	Santé reproductive
STIs	Infections Sexuellement Transmissibles
THW	ONGI
ULM	Unité de Mesure Locale correspondante à 2,5 kg.
UNAIDS	Programme des Nations Unies pour le HIV/AIDS
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UXO	Engins non explosés - Unexploded ordnance
V.A Plan	Plan d'Assistance aux Victimes
VIP	Latrines améliorées ventilées
VPH	Voix des Personnes Handicapées
WV	World Vision - ONGI

Feuille d'appréciation des Appels Globaux

Si vous souhaitez faire des remarques, merci de remplir ce document et de nous l'envoyer par fax avant le 28 février 2005: Section CAP au +41-22-917-0368 ou par e-mail à CAP@ReliefWeb.int . Vos commentaires nous seront particulièrement utiles pour améliorer les appels globaux pour 2006. Merci pour votre collaboration.

Section CAP, OCHA

A quel appel global faites-vous référence?

1. Que pensez-vous de L'année 2004 en rétrospective?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
2. Le contexte et les besoins humanitaires sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
3. Les plans de réponse répondent-ils aux besoins humanitaires?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
4. Les rôles et mécanismes de coordinations sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
5. Les budgets sont-ils réalistes et cohérents avec les actions proposées?
Comment cette partie pourrait être améliorée?
6. La présentation du document et son format sont-ils clairs?
Comment pourraient-ils être améliorés?

N'hésitez pas à ajouter une feuille supplémentaire si vous avez d'autres commentaires.

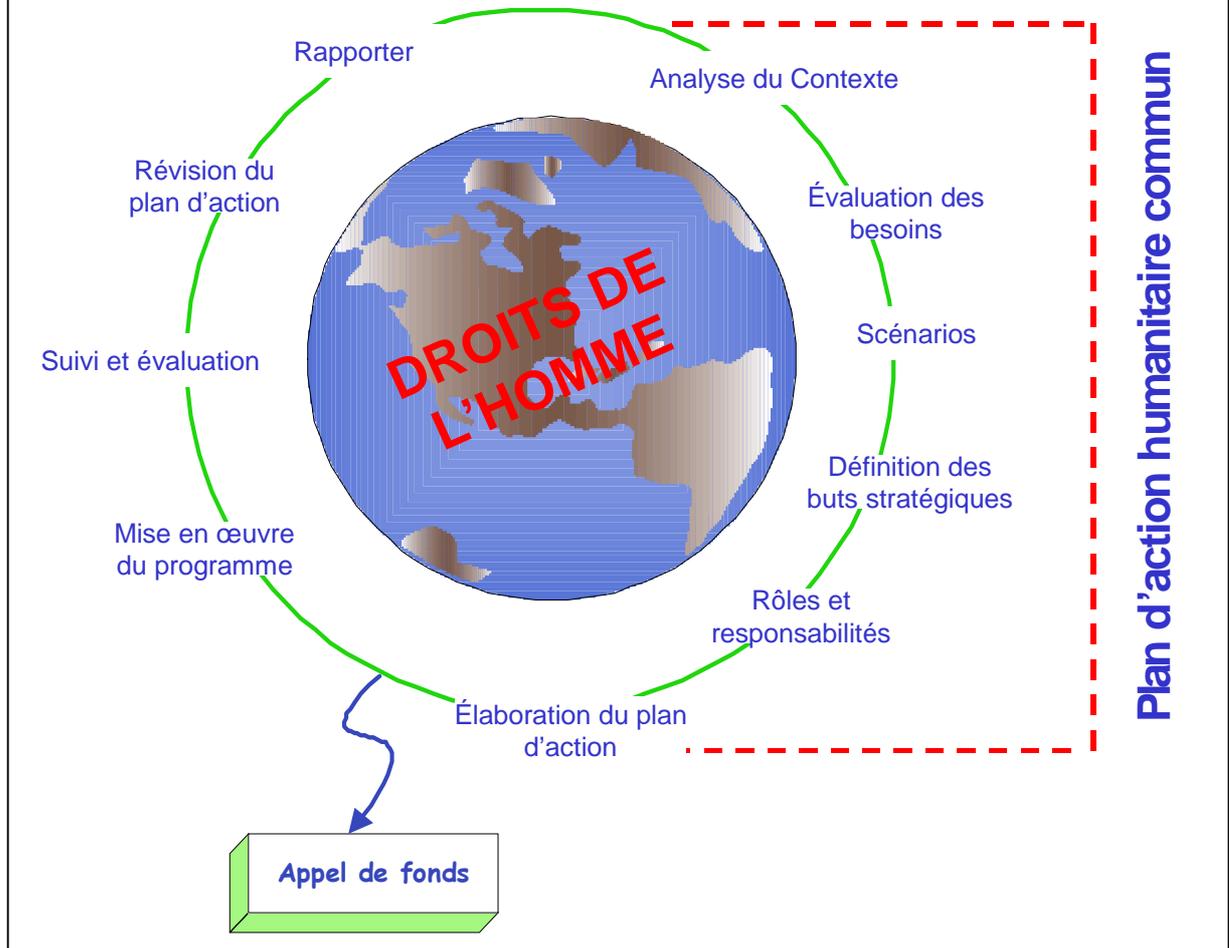
Nom:

Fonction et organisation:

Adresse e-mail:

Procédure d'appel global:

un cycle pour coordonner les programmes dans les urgences:



BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)

NEW YORK OFFICE
UNITED NATIONS
NEW YORK, N.Y. 10017
USA

BUREAU DE GENÈVE
PALAIS DES NATIONS
1211 GENÈVE 10
SUISSE

TELEFAX: (1 212) 963.3630

TELEFAX: (41 22) 917.0368